



Bulletin **spécial** de la **D**OCUMENTATION
ECOLOGIQUE **V**OIRONNAISE pour
L'HISTOIRE DE L'ENVIRONNEMENT
ET L'ÉCOLOGIE DANS LE MONDE

SPECIAL

municipales

SOMMAIRE

- ch1 - En route pour les municipales de 1977
- ch2 - En route pour les municipales de 1983
- ch 3 - En route pour les municipales de 1989
- ch 4 - En route pour les municipales de 1995
- ch 5 - En route pour les municipales de 2001
- ch 6 - En route pour les municipales de 2008
- ch 7 - En route pour les municipales de 2014
- ch 8 - En route pour les municipales de 2020

L'écologie avance à grands pas !



Les écologistes décident après 1974 de participer en commun aux élections municipales pour remplacer des élus dont ils estiment qu'ils ne peuvent les représenter pour la défense de l'environnement, de la planète et de l'avenir de leurs enfants. Dans les tableaux, leurs scores sont faibles car ils s'allient aussi souvent à d'autres groupes proches ce qui les fait disparaître.

Documentation Ecologique
Voironnaise
32-34 rue Vaucanson Rez-de-chaussée
38500 VOIRON

Les visites se font sur rendez-vous au
06 25 25 52 29 (sans répondeur)
utiliser de préférence le mail
gaby.rajon@gmail.com

**ÉLECTIONS
MUNICIPALES
2020**



CH1 – En route pour les municipales de 1977

7 décembre 1970..... L'éligibilité aux élections municipales et cantonales en France est abaissée de 23 à 21 ans par le vote de l'Assemblée nationale.

14 mars 1971..... Premier tour des élections municipales : Première consultation nationale depuis l'entrée de Georges Pompidou à l'Elysée et la mort du général De Gaulle. Deux pôles s'opposent, la gauche autour du Parti Communiste (PCF), la droite autour du parti gaulliste (UDR). La participation électorale est faible dans les grandes villes, mais le vote massif des villes moyennes et villages donne un niveau satisfaisant à cette participation au premier tour. Au total des deux tours, les élections sur les 193 villes de plus de 30 000 habitants, la grosse moitié des municipalités (98) appartiennent à la gauche (dont 40 socialistes et 45 communistes), 74 sont dans la majorité de droite (38%) et 21 au centre (11%).

21 mars 1971..... Deuxième tour des élections municipales : Forte participation des électeurs. La majorité de droite gagne huit grandes villes mais en perd aussi. On observe une certaine poussée du PSU.

5 au 7 juin 76..... Réunion du Collectif du Mouvement Ecologique à Paris: celui-ci poursuit sa réflexion sur sa stratégie qui repose sur la réduction, voire la dissolution du pouvoir, permettant l'autonomie des individus. Dans cette optique, le Collectif décide d'engager le ME dans les élections municipales de 1977. Il y présentera des listes homogènes, sans compromissions et refusant d'avance toute alliance ainsi que toute idée de désistement. Il considérera ces élections avant tout comme une tribune, sans chercher à faire élire ses candidats.

18-19 septembre 76..... Réunion à Paris du collectif du Mouvement Ecologique: après deux ans d'existence, le ME fait le bilan de ses activités. La coordination des groupes écologiques et des luttes est valablement assurée et spontanée, mais la large diffusion des idées écologiques est encore trop limitée et ces idées ne sont pas suffisamment perçues dans leur dimension politique. En conséquence, le collectif décide de constituer un groupe de réflexion qui doit contribuer à mettre en lumière de façon précise la dimension politique de l'écologie tendant vers une alternative de société (animation par François Degans, Solange Fernex, R. Fischer). Enfin, les alsaciens sont chargés de préparer des Assises sur les élections municipales du printemps prochain, ces élections offrant la meilleure tribune pour diffuser les idées écologistes.

30 octobre au 1 novembre 76... Le Mouvement Ecologique tient ses assises à Mulhouse: Une quarantaine de groupes travaillent sur la préparation des élections municipales. A l'issue d'un travail en commissions, un ensemble de propositions concrètes relatives à la gestion des communes a été élaboré, ainsi qu'un texte situant ces actions municipales dans le cadre plus général des analyses et des orientations préconisées par le Mouvement Ecologique.

11-12 décembre 76..... Rencontre des groupes écologiques français pour préparer les municipales à l'appel des Amis de la Terre, (AT) à St Omer (Pas de Calais): soixante participants venus de différentes régions discutent en des débats parfois houleux. Une charte (dite de St Omer) est adoptée pour définir les bases politiques de la participation aux élections. Cette charte (voulue surtout par Brice Lalonde et Yves Lenoir des AT) précise les grandes lignes des engagements que devront prendre les candidats écologiques (libérer la commune, protéger la vie, travailler autrement, consommer mieux, réduire les inégalités, aider le Tiers-Monde). Le Mouvement Ecologique tient une réunion parallèle à Mulhouse.

15 et 16 janvier 77..... Réunion du Collectif National du Mouvement Ecologique à Paris: Cette réunion est destinée essentiellement à la préparation concrète des prochaines élections municipales. Après un point sur les candidatures, il est constitué un secrétariat de liaison pour les élections municipales à l'adresse parisienne du ME. Ce secrétariat sera chargé de la distribution de l'information et du matériel, ainsi que de l'organisation de conférences de presse nationales mensuelles.

13 mars 1977..... Premier tour des élections municipales. Percée des écologistes: leurs listes obtiennent 270 000 voix pour 1300 candidats dans une centaine de circonscriptions. Les écologistes ont une trentaine d'élus et obtiennent une moyenne de 10% des voix. Ils étaient présents dans trente villes de plus de trente mille habitants, dont Paris (10,13% des voix), Lyon (8,66%), Evreux (9,5%), Marseille (6,8%), Toulouse (3,99%), Nice, Strasbourg (10,5%), Lille (6,5%), Limoges (6,65%), Montpellier (6,4%), Clermont-Ferrand (5,6%), Rennes (5,33%) et Grenoble (9,1%). L'Alsace se distingue avec le score de Mulhouse (13,7%) et deux élus dès le premier tour dans deux communes rurales (Solange Fernex à Biederthal avec 62%). Chambéry établit le record écologiste avec près de 20% des voix. La gauche unie emporte cette élection. La majorité de droite perd déjà 31 villes de plus de 30 000 habitants.

20 mars 1977..... Deuxième tour des élections municipales : La gauche est majoritaire en nombre de voix et l'emporte dans 158 des 221 villes de plus de 30 000 habitants (hors la région parisienne). La majorité de droite conserve la capitale et Jacques Chirac sera élu maire de Paris. Au soir du second tour, Brice Lalonde est invité à une émission de TF1 avec des ténors des grands partis. Il a emporté avec lui un transistor et, lorsqu'on lui donne la parole, il enclenche le son et fait entendre «Radio Verte », une radio alors clandestine, car seules les radios d'État sont autorisées et les restrictions sont encore plus fortes pour les chaînes de télévision.

Avril 1977..... Le surgissement des écologistes politiques lors des élections municipales de mars 1977 a surpris et même agacé les milieux traditionnels du monde politique. Pour certains qui ne voient guère la réalité socio-politique, les écolos apparaissent comme les sous-marins des politiques adverses. Ainsi, lorsque Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, encoure les vifs reproches de ses collègues pour n'avoir pas prévu la petite marée verte du printemps 77, son premier et seul



réflexe est de déclencher une vaste enquête sur les ressources financières des groupes écologistes. Avant d'affirmer officiellement lors d'un discours prononcé à Toulouse que les écolos sont en partie soudoyés par les compagnies pétrolières et les pays producteurs de pétrole (car ils sont antinucléaires ?). A droite, on n'imagine pas qu'un mouvement puisse se développer sous la seule action d'un besoin et de quelques idées. A gauche, on se méfie de la concurrence et on la nomme division. On enquête sur les voyages à l'étranger de Brice Lalonde et de quelques autres écologistes moins connus, sans rien trouver. Ne trouvant rien, on se contente d'insinuer, par journalistes de droite interposés (Minute et Valeurs Actuelles), que certains écolos sont manipulés, voire financés par une CIA soucieuse de mettre la France en difficulté et notamment retarder son équipement en centrales nucléaires. A gauche, plus discrètement, on évoque l'existence, dans les mouvements écologiques, de quelques reconvertis du centrisme ou de la droite.

ch2 – En route pour les municipales de 1983

- 8-9 mai 1982..... Réunion du Conseil Inter-Régional de la Confédération Ecologiste à Chambéry (Savoie) : Neuf régions présentes plus deux excusées. La question de l'organisation du mouvement est dominée par la perspective des élections municipales et régionales de l'an prochain. Le CIR se prononce pour un système électoral qui garantisse le droit à l'autonomie pour toutes les formations politiques.
- 29-30 mai 82..... Réunion nationale du RAT (Réseau des Amis de la Terre) à Briançon (Hautes-Alpes): Querelle entre AT souhaitant une intégration progressive du RAT dans la Confédération Ecologiste (Rennes et Lorient) et AT cherchant à renforcer le réseau des Amis de la Terre face à la Confédération Ecologiste (Paris). L'intégration du RAT est repoussée par 12 mandats pour, 18 contre et 23 abstentions. Le RAT décide de réduire la fréquence des réunions nationales à une session par an afin de laisser les militants participer à la Confédération ou aux fédérations régionales. Tous s'indignent cependant devant le refus du PS d'instituer le mode de scrutin proportionnel aux élections municipales. Une motion intitulée «Pour une société civile », préparée par les AT-Périgord, demandant la suppression des armes de destruction massive, et qui affirme l'incompatibilité de la militarisation avec l'écologie, mais admet que le RAT propose des mesures progressives de démilitarisation, est adoptée par 34 mandats pour, 3 contre et 15 abstentions. Cette dernière motion va faciliter le travail de ceux qui représentent le RAT au sein du CODENE.
- 3 juillet 1982..... Conseil national du MEP (Mouvement d'Ecologie Politique) à Paris: Pour les élections municipales, le MEP décide de présenter sous le sigle "Parti Ecologiste" des listes de candidats dans toutes les communes où cela sera possible. Au cas où ces listes ne recueilleraient pas les 5% nécessaires, aucune consigne de vote ne sera donnée aux électeurs. Lorsque les listes pourront se maintenir au second tour, aucune hypothèse n'est écartée, y compris l'alliance avec une autre liste sous condition d'acceptation par le partenaire éventuel d'une charte intangible, véritable contrat de municipalité.
- 12 octobre 1982..... Plusieurs centaines d'écologistes viennent de signer un appel pour l'unité du mouvement écologiste (appel des plus de cent). Ces militants issus des Amis de la Terre, du Mouvement d'Ecologie Politique et de la Confédération Ecologiste, souhaitent que leur mouvance s'affirme, avant les élections municipales, comme une alternative politique indépendante du clivage droite – gauche.
- 11-14 novembre 82. Conseil Inter-régional de la Confédération Ecologiste à Uzerche : Un premier temps pour faire le bilan d'une année d'existence. Cet acquis, ce vécu, se retrouvera dans la corbeille de mariage de la future structure nationale unifiée des écologistes. La confédération décide de s'intituler "Les Verts (Confédération Ecologiste)" en attendant. Pour les élections municipales, une stratégie est décidée qui sera appliquée dans une trentaine de villes de plus de 30000 habitants dans lesquelles les fédérations vont présenter des candidats.
- 18 novembre 1982..... Le Conseil constitutionnel annule le quota par sexe dans la loi électorale municipale : le Conseil constitutionnel rend sa décision sur la loi modifiant le code électoral et le code des communes, relative à l'élection des conseillers municipaux, à propos de laquelle il avait été saisi par une soixantaine de députés de droite. Soulevant de lui-même un point pour lequel il n'était pas précisément consulté, le Conseil constitutionnel annule la disposition limitant à 75% la proportion de candidats du même sexe sur une liste. Cette décision soulève la réprobation d'Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, tandis que Gisèle Halimi, député de l'Isère, dénonce la misogynie du Conseil.
- 21 novembre 1982..... Conseil National des Verts - parti écologiste à Paris : Celui-ci propose aux autres composantes du mouvement écologiste et aux animateurs d'associations, un protocole d'accord en quatre points en vue des élections municipales. Ce projet prévoit la présentation sous le titre "Les Verts" de listes écologistes homogènes ou à majorité écologiste, ne comprenant aucun représentant d'autres partis, fondées sur un programme écologiste de base s'interdisant toute négociation entre les deux tours. Cette dernière disposition est contradictoire avec une décision de l'assemblée générale fondatrice des Verts - parti écologiste qui autorisait les négociations entre listes au second tour.
- Mi-janvier 1983..... Une équipe de télévision débarque secrètement à Voiron (Isère) pour plusieurs jours, menée par le réalisateur Antoine Léonard Maestrati, qui doit réaliser un film sur les élections municipales, leurs dépenses, l'argent secret, pour l'émission «Vendredi » de la troisième chaîne. L'émission s'appelle «Mairie à tout prix » et paraîtra avant le premier tour des élections. Cinq candidatures différentes sont présentées sur leur terrain (dans l'ordre): Francisque Collomb (maire sortant UDF) à Lyon, Michel Noir (droite) toujours pour Lyon, Joseph Sanguedolce (PCF) à St Etienne, les Verts de Voiron



«Printemps de Voiron » (Isère) et Paul Quilès (PS) à Paris. Chaque équipe candidate présente un petit clip libre à la fin des travaux journalistiques. On peut y constater que l'équipe écologique travaille bénévolement et sans aides, produisant tout par elle-même.

30 janvier 1983..... Le Conseil Inter-Régional des Verts – Confédération Ecologiste réuni à Paris a décidé de mener la campagne des élections municipales en commun avec les deux autres composantes écologistes. Pour le second tour, la confédération est hostile à toute négociation avec d'autres formations et confirme que ses candidats devront annoncer, avant le premier tour, leur intention de se maintenir au second tour, s'ils obtiennent 10% des voix, et de se retirer s'ils n'atteignent pas ce seuil.

6 mars 1983..... Premier tour des élections municipales: Forte participation des électeurs. L'opposition de droite remporte un incontestable succès. Les écologistes se présentent dans une centaine de villes importantes et obtiennent une moyenne de 5,4% des voix. Ils sont en position d'arbitres du second tour dans plusieurs villes importantes, telles que Cherbourg (10%), Arras(9,9%), Saint Chamont (9,4%), Chambéry (9,37%), Besançon(9%) et Belfort (8%). Les positions au second tour que prendront les animateurs de ces listes dépendront des situations locales. Le meilleur score (24,22% et 4 élus sur 33) est obtenu à Roquebrune-Cap-Martin (Alpes Maritimes) où ils n'avaient pas adopté l'étiquette Verts. Leurs meilleurs résultats sont localisés ensuite dans la Manche(18% à Equeurdreville-Hainneville), la région Rhône-Alpes (Bron avec 9,5% - Saint-Egrève avec 9,5%), ainsi qu'à Arras et à Dunkerque. En moyenne, dans les villes où ils se présentent, les écologistes obtiennent 5,5% des voix. A Paris, les écologistes font 4,20% des voix soit une nette régression par rapport aux précédentes municipales. Mme Laure Schneider devient cependant conseiller d'arrondissement (15ème) avec 6,25%. Brice Lalonde, du côté du Quartier Latin, passe de 13,85% à 5,80%. Régression des scores alsaciens comme à Mulhouse (7,22% au lieu de 13% en 1977).

ELECTIONS MUNICIPALES		PREMIER TOUR		Date : 06 MARS 1983		
	INSCRITS	36233581				
	VOTANTS	28394258	78,36%			
	ABSTENTIONS	7839323	21,64%			
	BLANCS/NULS	874114				
	SUFF EXPRIMES	27520144	75,95%			
parti politique	nom ou liste	voix	% des exprimés	% des inscrits	rang	
RPR/UDF	RPR/UDF	12894312	29,89%	19,89%	1	
UNION GAUCHE	UNION GAUCHE	7201133	26,17%	12,49%	2	
GAUCHE-CENTRE	GAUCHE-CENTRE	2226919	8,09%	6,15%	3	
PS	PS	1206162	4,38%	3,33%	4	
DIVERS GAUCHE	DIVERS GAUCHE	948442	3,45%	2,62%	5	
PCF	PCF	599511	2,18%	1,65%	6	
ECOLOGISTE	ECOLOGISTES	147884	0,54%	0,41%	7	
EXTREME GAUCHE	EXTREME GAUCHE	138056	0,50%	0,38%	8	
EXTREME DROITE	EXTREME DROITE	27970	0,10%	0,08%	9	

12 mars 1983..... Les Verts-parti Ecologiste et les Verts Confédération de l'Ile-de-France annoncent qu'une seule liste des Verts sur l'Ile-de-France a accepté de participer au second tour à une liste de la majorité (PCF), Antony (9,35%), malgré l'opposition de 25 des 44 colistiers. Il n'y a eu aucune négociation entre les Verts et le PCF au niveau régional ou départemental.

13 mars 1983..... Deuxième tour des élections municipales : Très forte participation des électeurs. La gauche rétablit partiellement les points perdus au premier tour.

ELECTIONS CANTONALES		DEUXIEME TOUR		Date : 13 MARS 1983		
	INSCRITS					
	VOTANTS					
	ABSTENTIONS					



parti politique	BLANCS/NULS	voix	% des exprimés	% des inscrits	rang	Siège(s)
	SUFF EXPRIMES					
		9775830				
DIVERS DROITE	DIVERS DROITE	4878356	49,90%		1	
UNION GAUCHE	UNION GAUCHE	2779334	28,43%		2	
CENTRE-GAUCHE	CENTRE-GAUCHE	1015455	10,39%		3	
DIVERS GAUCHE	DIVERS GAUCHE	577113	5,90%		4	
PS	PS	381891	3,91%		5	
PCF	PCF	125907	1,29%		6	
ECOLOGIE	ECOLOGIE	7913	0,08%		7	
EXTREME DROITE	EXTREME DROITE	6525	0,07%		8	
EXTREME GAUCHE	EXTREME GAUCHE	3336	0,03%		9	

ch 3 – En route pour les municipales de 1989

8-9 octobre 88..... CNIR (Conseil national Inter-Régional des Verts) à Paris: Analyse des résultats des élections cantonales, préparation du référendum sur la Nouvelle-Calédonie (affiches pour soutenir le «oui » au référendum et à la Kanakie), préparation des élections européennes (équilibre de la liste et ouverture aux non- verts), préparation des élections municipales (objectif 3000 élus, principe d'une aide financière aux listes vertes).

11-12 novembre 88..... Assemblée Générale nationale des Verts à Paris: La motion Waechter-Marimot l'emporte sur les autres motions d'orientation avec 67% des votants, le vote de la tête de liste aux élections européennes est emporté par Waechter (59,4%) devant Anger (14%) et Cochet (14%), la stratégie face aux deux tours dans les élections municipales est aussi longuement discutée suivant la taille des villes (large ouverture maîtrisée, listes bien identifiées, contrats de municipalité éventuels au second tour avec d'autres groupes politiques sauf extrême droite).

12 mars 1989..... Premier tour des élections municipales : La gauche est en moyenne à 48,02% et la droite à 50,34%. Très forte poussée des écologistes qui sont en position d'arbitres pour le second tour. Ils obtiennent 353416 voix (1,47%, une augmentation de 0,89% par rapport à 1983), ils ont en moyenne 8,5% des voix. La moitié des listes vertes obtient plus de 10%. Plus de 300 candidats verts (926 écologistes) sont déjà élus, dont environ 80 dans des municipalités de plus de 20000 habitants. Il y a 4 élus à Rennes (14%), 3 élus à Nancy (10,3%), Istres (18,7%), Champs – sur - Marne (19,4%) ou à Rouen (12,2%).

ELECTIONS MUNICIPALES		PREMIER TOUR		Date : 12 MARS 1989		
	INSCRITS					
	VOTANTS					
	ABSTENTIONS					
	BLANCS/NULS					
	SUFF EXPRIMES	24035384				
parti politique	nom ou liste	voix	% des exprimés	% des inscrits	rang	
DIVERS DROITE	DIVERS DROITE	11328216	47,13%		1	
UNION GAUCHE	UNION GAUCHE	4419750	18,39%		2	
PARTI SOCIALISTE	PS	2557298	10,64%		3	



CENTRE GAUCHE	CENTRE GAUCHE	2357609	9,81%		4
DIVERS GAUCHE	DIVERS GAUCHE	1202205	5,00%		5
PCF	PCF	925324	3,85%		6
FN	FN	608796	2,53%		7
ECOLOGIE	ECOLOGIE	353416	1,47%		8
FN+DROITE	FN+DROITE	150941	0,63%		9
EXTREME GAUCHE	EXTREM GAUCHE	82766	0,34%		10
REGIONALISTES	REGIONALISTES	37646	0,16%		11
EXTREME DROITE	EXTREME DROITE	11417	0,05%		12

19 mars 1989..... Deuxième tour des élections municipales : Avec une moyenne de 15%, les listes écologiques qui se sont maintenues ont dans l'ensemble amélioré leur score : Colmar (24,23%, 7 élus), Limoges (19,5%, 5 élus), St Briec (22,2%, 4 élus), Vannes (21,3%, 4 élus), Caluire (19,1%, 4 élus), Cholet (19,4%, 4 élus), Lorient (20,4%, 5 élus). Les Verts reculent à Mulhouse (9,6%, 2 élus), Strasbourg (8,8%, 2 élus), Cahors (13,5%), Laon (8,2%), de quelques points. A Paris - XIVème, Jean-Louis Vidal est élu 'Conseiller de Paris' avec 17,1%. A Lille, grâce à la fusion avec la gauche (54,1%), les Verts ont 5 élus. Au total des deux tours, les écologistes totalisent 1369 élus.

ELECTIONS MUNICIPALES		DEUXIEME TOUR		Date : 19 MARS 1989		
	INSCRITS					
	VOTANTS					
	ABSTENTIONS					
	BLANCS/NULS					
	SUFF EXPRIMES	11059030				
parti politique	nom ou liste	voix	% des exprimés	% des inscrits	rang	Siège(s)
DIVERS DROITE	DIVERS DROITE	5332764	48,22%		1	
UNION GAUCHE	UNION GAUCHE	2257532	20,41%		2	
PARTI SOCIALISTE	PS	965402	8,73%		4	
CENTRE GAUCHE	CENTRE GAUCHE	1049073	9,49%		3	
DIVERS GAUCHE	DIVERS GAUCHE	794512	7,18%		5	
PCF	PCF	191973	1,74%		7	
FN	FN	258401	2,34%		6	
ECOLOGIE	ECOLOGIE	112684	1,02%		8	
FN+DROITE	FN+DROITE	73561	0,67%		9	
EXTREME GAUCHE	EXTREM GAUCHE	11945	0,11%		10	
REGIONALISTES	REGIONALISTES	10077	0,09%		11	
EXTREME DROITE	EXTREME DROITE	1106	0,01%		12	

ch 4 – En route pour les municipales de 1995

7-9 octobre 1994..... Journées du RENET (Réseau National des Ecologistes de Terrain) : A l'initiative d'Yves Piétrasanta, conseiller général et maire de Méze, et d'Alain Cabanes, conseiller régional Rhône-Alpes, près de deux cents élus écologistes d'horizons différents se sont retrouvés à l'Ecosite de Méze durant trois jours pour préparer les élections municipales de juin 1995. Le RENET montre qu'il correspond à un vrai besoin, c'est un outil de dialogue entre écologistes, d'échange d'expériences et de formulation de propositions en dehors des clans politiques.



28-29 janvier 95..... CNIR des Verts à Paris : Adoption du projet de formation pour les élections municipales élaboré par les délégués aux élections et à la formation. Des fiches argumentaires pour les municipales sont mises à disposition par les commissions nationales. Adoption du processus de la deuxième phase de la Convention de l'Ecologie Politique et Sociale. Une charte, intitulée provisoirement «Pour une Ecologie citoyenne », doit servir de base de discussion pour un projet municipal regroupant les partenaires de la démarche de la CEPS, mais aussi les autres écologistes et des individualités.

8 mars 1995..... Quatre mouvements écologistes parisiens rendent public un appel pour des listes écologistes alternatives au premier tour des élections municipales à Paris. Ce texte prévoit qu'au deuxième tour les signataires mettront tout en œuvre pour un changement de majorité, de mode de fonctionnement et de politique dans les conseils d'arrondissement comme au conseil de Paris. Ce document a reçu l'aval des Verts-Paris-Ecologie, de l'AREV, de Convergence Ecologie et Solidarité, d'Ecologie Autrement, auxquels s'est jointe la Coordination et Liaison des Associations de Quartier (CLAQ). Le MEI et GE ont fait savoir qu'ils n'approuvent pas cette démarche de soutien à la gauche au deuxième tour

11 juin 1995..... Premier tour des élections municipales : Le scrutin est marqué par une forte abstention (près de 31% contre 21,6% en 1989). Poussée significative du Front National (13,1% contre 10,1% en 1989) qui est en position d'arbitre dans de nombreuses communes pour le second tour. Mais les écologistes sont aussi arbitres par exemple sur Grenoble (liste Raymond Avriillier à 12,1%) qui est en risque de basculer à gauche après les affaires Carignon. Les listes écologistes font de bons scores à Lyon (1er arrondissement) avec 36,58%, Angoulême (15,07%), Dôle (16,74%), Lourdes (10,63%), Paris (6ème arrondissement) avec 10,15%, Paris (15ème arrondissement) avec 10,17%. Les Verts présentent 160 listes autonomes et participent à plus de 150 listes d'union de la gauche.

ELECTIONS MUNICIPALES		PREMIER TOUR		Date : 11 JUIIN 1995		
	INSCRITS	38574096				
	VOTANTS	26777710	69,42%			
	ABSTENTIONS	11796386	30,58%			
	BLANCS/NULS	985834				
	SUFF EXPRIMES	25791876	66,86%			
parti politique	nom ou liste	voix	% des exprimés	% des inscrits	rang	Siège(s)
EXTREME GAUCHE	EXTREME GAUCHE	174069	0,74%	0,45%	8	
PCF	PCF	507734	2,14%	1,32%	6	
UNION GAUCHE	UNION GAUCHE	4624526	19,53%	11,99%	2	
PS	PS	1720064	7,26%	4,46%	4	
DIVERS GAUCHE	DIVERS GAUCHE	2644860	11,17%	6,86%	3	
ECOLOGISTES	ECOLOGISTES	244006	1,03%	0,63%	7	
REGIONALISTES	REGIONALISTES	23346	0,10%	0,06%	11	
DIVERS	DIVERS	67500	0,29%	0,17%	10	
MAJORITE (droite)	MAJORITE (droite)	12658184	53,45%	32,82%	1	
DROITE+FN	DROITE+FN	83331	0,35%	0,22%	9	
FN	FN	924442	3,90%	2,40%	5	
EXTREME DROITE	EXTREME DROITE	9404	0,04%	0,02%	12	

18 juin 1995..... Deuxième tour des élections municipales : Le scrutin confirme les tendances du premier tour, la gauche maintient globalement ses positions, la droite améliore les siennes. Grenoble, grâce aux écologistes, bascule à gauche (9 élus écolos). A Lyon (1er arrondissement), la liste Buna (Verts) est à 46,78%, première sur une triangulaire. Gilles Buna sera élu maire de l'arrondissement quelques jours plus tard. On évalue le nombre d'élus écologistes à la suite des deux tours à plus de 1700 (ministère de l'intérieur).

1er-2 juillet 1995..... CNIR des Verts à Paris : Après un bilan des dernières élections, les Verts lancent un appel au regroupement des écologistes. Après les résultats décevants des élections européennes et présidentielle, les municipales ont confirmé l'ancrage de terrain des écologistes, mais à un niveau peu satisfaisant. Si le travail de ces centaines d'élus écologistes, en liaison avec les groupes locaux, est la base de toute relance du mouvement, il reste que l'écologie politique n'est pas aujourd'hui dotée d'une influence électorale et politique à la hauteur des enjeux. L'une des causes principales de la stagnation du mouvement écologiste est sa dispersion, très mal reçue par nos sympathisants et l'opinion publique. C'est pourquoi les Verts proposent à leurs partenaires et à leurs sympathisants d'élaborer en commun les conditions d'une



unification du mouvement avant la fin du printemps 1996. Il faudrait débattre durant les journées d'été à Mèze, puis affirmer un projet collectif et une stratégie. Les Verts font une priorité de l'accomplissement de cette ambition. Le CNIR s'opposera par tous les moyens juridiques et politiques à la reprise des essais nucléaires en développant une campagne d'information et de réflexion, en demandant aux pacifistes de réduire la part d'impôt relative au budget militaire.

ch 5 – En route pour les municipales de 2001

- 9 octobre 1997..... L'ouverture du droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers aux élections locales, votée le 8 octobre à l'Assemblée nationale, n'a été accordée qu'aux seuls résidents européens, établissant ainsi une citoyenneté à deux vitesses entre étrangers résidant en France. Les Verts refusent cette discrimination et demandent conformément à leur programme, l'égalité de tous les résidents étrangers face au droit de vote et d'éligibilité.
- 19-20 juin 1999..... CNIR des Verts à Paris : Les Verts affirment avec force que le bon score enregistré aux élections européennes devrait désormais se traduire par plus de reconnaissance et de respect de la part de leurs partenaires au sein de la majorité, en particulier de la part du PS. Devant le CNIR de son parti, qui vient de voter une motion demandant un rééquilibrage des forces de la majorité plurielle au sein du gouvernement, la ministre Voynet affirme que les Verts ne doivent pas se comporter comme une petite troupe d'épiciers qui veulent négocier. Ce qu'ils veulent, c'est plus de reconnaissance de la part de leurs partenaires, qui ont tout à gagner eux-mêmes du renforcement des Verts. «Lorsque viendra l'heure du remaniement, je ne doute pas que Lionel Jospin pensera à des Verts comme à des non-Verts » assure la ministre. Le CNIR prépare les élections municipales de 2001. «On va discuter d'égal à égal avec nos partenaires de la majorité plurielle, si on veut gagner les élections municipales, on les gagnera ensemble, cela veut dire que chacun doit être reconnu pour ce qu'il peut apporter à la dynamique commune » déclare à ce sujet la ministre qui ne veut plus se voir proposer des voix non éligibles de secours et n'être qu'un réservoir de voix.
- 5 août 1999..... Dans un entretien au journal «Le Monde », Daniel Cohn-Bendit appelle les Verts à changer le rapport de forces au sein de la gauche. «L'essai des européennes doit être transformé. Il n'y a que si les Verts s'imposent à une autre échéance électorale qu'ils pourront obtenir un rééquilibrage du contenu de la politique gouvernementale » déclare le député européen. «Le seul langage que comprend Lionel Jospin, c'est celui, classique, du rapport de forces » ajoute-t-il, reprochant au Premier ministre de «s'arc-bouter sur une situation dépassée » depuis le résultat des élections européennes. Cohn-Bendit défend la présence, au premier tour des élections municipales de 2001, de candidats Verts sur des listes autonomes. «Les municipales sont le terrain de prédilection des écologistes », indique-t-il, en ajoutant qu'une alliance avec le Parti Socialiste, dès le premier tour, comme le souhaite le premier secrétaire du PS François Hollande, ferait courir aux Verts « le risque, à terme, de disparaître de la carte politique ». Il dénonce aussi l'erreur de Jospin en faveur du nucléaire. «La seule force anti-nucléaire au sein de la majorité plurielle, ce sont les Verts », dit-il, observant que Voynet ne peut changer les choses sur ce problème.
- 28-29 août 99..... CNIR des Verts à Lorient (Morbihan) : Suite à la démission de Marie-Anne Isler-Béguin, élue députée européenne en juin, l'élection d'une nouvelle porte-parole aboutit à celle de Maryse Arditi avec 69,9% des voix. La stratégie pour les élections municipales de 2001 est reportée à de prochains CNIR car «les graves remises en cause de l'accord Vert-PS rendent actuellement impossible un accord pour les municipales » et une convention nationale sera organisée sur les élections municipales mi-novembre pour débattre de cette stratégie. Le CNIR ratifie aussi une stratégie complète de forte opposition à l'EPR et se propose de retravailler plus précisément sa position sur la chasse.
- 16-17 octobre 99..... CNIR des Verts : Le CNIR est suspendu pour le temps de la manifestation pour l'emploi. Il laisse la liberté de vote à ses députés pour la seconde loi sur la réduction du temps du travail, qui doit être adoptée le 19 octobre à l'Assemblée nationale. Une motion demandant aux députés Verts de s'abstenir sur le second projet de loi Aubry recueille 56% des suffrages, mais il lui manque trois voix pour obtenir la majorité qualifiée de 60% nécessaire à son adoption. Yves Cochet (Val d'Oise) et Guy Hascoët (Nord) annoncent qu'ils voteront la loi. Une autre motion sur l'autonomie aux élections municipales n'est pas non plus adoptée, n'ayant recueilli que 55% des voix. Les Verts doivent tenir sur ce sujet une convention nationale les 13 et 14 novembre.
- 13-14 novembre 99..... Les Verts organisent, à la Bourse du travail de St Denis (Seine St Denis), une Convention nationale sur les élections municipales et cantonales de 2001, qui est ouverte à tous les adhérents mais n'est pas décisionnelle. Néanmoins, les débats et les synthèses doivent contribuer à la prise de décisions par le CNIR. Ils sont environ 400 responsables à s'être déplacé pour discuter élections municipales surtout dans des villes de plus de 20.000 habitants où les négociations PS-Verts sont encadrées par le national. Voynet et ses alliés continuent à vouloir des alliances avec le PS dès le premier tour, en opposition avec la majorité des militants qui ne se laissent pas convaincre.
- 11-12 décembre 99..... CNIR des Verts : Toujours pas d'accord sur une stratégie commune pour les élections municipales de 2001. La direction des Verts (Cochet, Bennahmias) est favorable à une stratégie d'alliance avec la gauche plurielle, mais les représentants de la base (plus Mamère) préfèrent une démarche d'autonomie. Le PS, qui a abandonné son exigence initiale d'un accord national, espère aboutir à des accords dans 35 à 40 départements. Le CNIR demande l'arrêt de la guerre en Tchétchénie, se félicite de l'échec des négociations OMC de Seattle, se réjouit du vote du PACS et exprime son désaccord avec les schémas régionaux d'organisation sanitaire (SROS) qui suppriment des hôpitaux en diffusant des classements fallacieux et discréditant les établissements sanitaires visés.



- 19 janvier 2000..... Les Verts se déclarent déçus de la réunion tenue avec le PS en vue de la préparation des élections municipales. «Aucune proposition nouvelle ne nous a été faite » assure Jean Desessard pour les Verts. Ces derniers auraient l'intention de constituer au minimum 50% de listes autonomes. Prochaine réunion Vert-PS début février.
- 12-13 février 2000..... CNIR des Verts à Paris : L'assemblée accueille Dominique Voynet pour un débat bilan sur les ravages de l'affaire de la marée noire et ses suites. Des motions d'urgence sont proposées par les principales sensibilités du parti. La plus longue, intitulée «les leçons de l'Erika », émane de Hascoët et Mamère. Ils y attaquent en règle Dominique Voynet qui a eu une appréciation maladroite et assez peu politique de la situation. L'aile gauche du parti (Autrement les Verts, Martine Billard, Francine Bavay, Hélène Flautre) dénonce de son côté l'inertie des pouvoirs publics qui permet à intervalles réguliers la répétition des marées noires. Ils mettent aussi en cause Voynet, coupable de cafouillages au sommet, tandis que la présence des Verts sur le terrain est neutralisée politiquement. Enfin les Voynétistes proposent un texte «pour une expression publique responsable des dirigeants » déplorant le lynchage médiatique de Voynet et des Verts qu'ils attribuent au fait que le parti jeune et en croissance suscite des jalousies sur l'échiquier politique. Ils demandent aux militants d'éviter les expressions publiques trop individuelles et d'exprimer plutôt les désaccords dans la presse interne. Pour sa part, Dominique Voynet met en avant les difficultés de concilier les rôles de ministre et de porte-parole des Verts. Pour les élections municipales et cantonales, le CNIR continue toujours à refuser un accord national avec le PS, préférant des listes autonomes Vertes et ouvertes aux municipales.
- 16 février 2000..... Le PS fait le forcing auprès des Verts pour les élections municipales et cantonales lors d'une rencontre entre F. Hollande et JL Bennahmias au siège des Verts nationaux: il propose une soixantaine de villes où ils auraient la tête de liste dont trente-cinq sont gagnables pour les municipales, il ajoute soixante-trois cantons pour les cantonales. Face à la moue polie que suscite ces propositions, Hollande hausse le ton lançant «Mais vous ne vous rendez pas compte de l'effort que l'on fait ! ». Le PS constate l'échec actuel des négociations nationales, mais va continuer à négocier à l'échelon local. Le lendemain, Cohn-Bendit commente : «le PS doit faire encore un effort pour proposer des villes significatives et deux ou trois villes symboles » aux Verts. Le 21 février, le PS avertit les Verts qu'il n'y aura plus de négociations après le 1^{er} mars.
- 1^{er} mars 2000..... Comme prévu, à l'issue de plus de deux heures de discussions, le PS et les Verts constatent qu'il leur est impossible de parvenir à un accord national pour les élections municipales. Les négociations sont donc renvoyées au niveau départemental. Les Verts présenteront des listes autonomes à Paris, Lille et Grenoble.
- 26 avril 2000..... La proposition de loi sur le droit de vote des étrangers aux élections locales défendue par Noël Mamère devait être adoptée par la commission des lois de l'Assemblée nationale, avant son examen en séance publique le 2 mai. Les Verts ont dû accepter un compromis pour rendre le texte votable par l'ensemble de la majorité. Le Premier ministre Jospin estime pour sa part que ce n'est pas le bon moment à un an des élections municipales.
- 2 mai 2000..... Les députés examinent une proposition de loi constitutionnelle des Verts sur le droit de vote des étrangers non communautaires aux élections locales. Cette proposition de loi fait l'objet d'un débat passionné entre la gauche plurielle favorable à cette réforme et l'opposition de droite qui dénonce une manipulation politique à dix mois des élections municipales. Le rapporteur de la proposition de loi, Noël Mamère, précise qu'il s'agit d'étendre les prérogatives données par le traité de Maastricht aux ressortissants de l'Union européenne installés en France, aux deux millions d'étrangers non ressortissants de l'union européenne qui doivent avoir les mêmes droits de citoyens. Le 4 mai, la loi est adoptée par l'Assemblée nationale. Elle permet aux étrangers de voter aux élections municipales et d'être éligibles comme conseiller municipal, mais ni maire ni adjoint. A droite, on observe que Jean-Louis Borloo et Gilles de Robien ont voté pour. Pour être adoptée définitivement, la loi doit être acceptée ensuite par le Sénat puis ratifiée par référendum.
- 3 mai 2000..... A l'Assemblée nationale, est adopté définitivement le projet de loi instituant la parité femmes-hommes pour les différentes élections (cantonales exceptées). Concrètement, pour toutes les élections à la proportionnelle (européennes et sénatoriales), les listes ne seront valides que si elles alternent strictement des candidatures féminines et des candidatures masculines. Pour les Régionales et les Municipales, les candidatures devront être paritaires mais avec une répartition libre au sein des tranches de six candidats dans l'ordre de présentation de la liste. Enfin, pour les Législatives, un système de pénalités financières sera appliqué proportionnellement à l'écart entre le nombre de candidatures de chaque sexe.
- 13 juin 2000..... Les Verts nationaux, représentés par leur secrétaire national JL Bennahmias, et le Parti Radical de Gauche, représenté par son président JM Baylet, invitent leurs instances locales à se rapprocher et à établir des accords contractuels en vue des élections municipales et cantonales de mars 2001.
- 14-15 octobre 2000..... CNIR des Verts à Paris : Le Conseil national valide le travail d'élaboration effectué sur la charte nationale des municipales. Dressant un état des lieux sur ces élections, ils indiquent qu'ils seront présents dans 600 villes de plus de 9000 habitants (contre 350 en 1995). Pour les deux tiers, les listes seront conduites dans le cadre de la majorité plurielle et pour un tiers de façon autonome. Le lendemain, réunis à huis clos, les Verts s'attaquent à des adhésions douteuses en particulier sur Montpellier. Puis les tendances tentent de se répartir les postes de responsabilités dans le parti. Les emplois des 4 porte-parole passent à mi-temps permettant ainsi la création de quatre postes de délégués pour l'environnement, les institutions, l'économie et l'international.
- 11 mars 2001..... Premier tour des élections municipales : Pas de vague rose, mais la gauche à l'espoir de gagner à Paris, Lyon et Toulouse. Les Verts comptent 21 têtes de liste autonomes dans les villes de plus de 50 000 habitants et 13 listes majorité plurielle sont menées par des Verts. Ils confirment une progression quantitative et géographique qui tend à faire penser qu'ils prennent peu à peu la place du PCF. Les résultats Verts en banlieue parisienne sont en net progrès. Mais Dominique Voynet échoue cruellement à Dôle (33,3% contre 50,86%) dans le Jura. A Paris, où les Verts obtiennent un score de plus de 12%,



gauche et Verts annoncent leur fusion pour le second tour. Laure Schneiter (MEI), élue écologiste depuis les années 80 n'est pas réélue. A Grenoble, les écologistes frisent les 20% et sont indispensables pour gagner le second tour. A Lille, les écologistes sont à 15,5%, 12,5% à Montpellier, 16,5% à Besançon, 18,8% à Talence, 16,3% à Evreux, 16% à Morlaix, 14,3% à Chartres et 13% à Pau. Noël Mamère manque de peu son élection au premier tour à Bègles. Sept maires Verts sont déjà élus ou réélus comme à Mèze, à Saumur (Jean-Michel Marchand) ou à la Motte-Servolex (Savoie).

ELECTIONS MUNICIPALES		PREMIER TOUR		Date : 11 MARS 2001		
	INSCRITS	12437632				
	VOTANTS	7908188	63,58%			
	ABSTENTIONS	4529444	36,42%			
	BLANCS/NULS	443162	3,56%			
	SUFF EXPRIMES	7465026	60,02%			
parti politique	nom ou liste	voix	% des exprimés	% des inscrits	rang	Siège(s)
EXTREME GAUCHE	EXTREME GAUCHE	91820	1,23%	0,74%	8	
GAUCHE	GAUCHE	2715930	36,37%	21,83%	1	
DIVERS GAUCHE	DIVERS GAUCHE	572567	7,67%	4,60%	4	
VERTS	VERTS	111229	1,49%	0,89%	6	
ECOLOGISTES	ECOLOGISTES	14183	0,19%	0,11%	11	
REGIONALISTES	REGIONALISTES	16423	0,22%	0,13%	10	
DIVERS	DIVERS	147061	1,97%	1,18%	5	
DROITE	DROITE	2180534	29,21%	17,53%	2	
DIVERS DROITE	DIVERS DROITE	1422834	19,06%	11,44%	3	
FN	FN	108243	1,45%	0,87%	7	
MNR	MNR	77636	1,04%	0,62%	9	
SANS ETIQUETTE	SANS ETIQUETTE	7465	0,10%	0,06%	12	

- 11 mars 2001..... François de Rugy est élu dès le premier tour des élections municipales à Nantes sur la liste de Jean- Marc Ayrault (PS) et devient adjoint au maire, chargé des transports.
- 13 mars 2001..... Le futur maire de Saumur, conseiller régional et député Vert du Maine-et-Loire, Jean-Michel Marchand, prévient l'état-major parisien des Verts qu'il est favorable au cumul des mandats et qu'il ne changera pas sa position d'un iota sous les huées écolos. Il démissionnera cependant de son mandat de conseiller régional pour mieux assurer son travail de nouveau maire.
- 18 mars 2001..... Deuxième tour des élections municipales : La gauche perd ses élections municipales. Une victoire historique de la gauche à Paris où elle l'emporte dans 12 des 20 arrondissements, obtenant 92 sièges sur les 164 que compte le Conseil de Paris. Le nouveau maire (Bertrand Delanoë, PS) va devoir composer avec un groupe de 23 Verts et un maire écologiste dans le 2^{ème} arrondissement. Victoire historique aussi à Lyon où, après un duel serré (42 sièges contre 30), le socialiste Gérard Collomb devient le premier maire de gauche de la ville depuis 1957. A Grenoble, la liste de la gauche plurielle l'emporte avec 51%. Mais il n'y a pas de vague rose car la droite gagne des villes en province. Les Verts ont un bon score moyen de 12% des voix et passent devant le PCF en résultats devenant la deuxième composante de la gauche. On dénombre finalement 33 villes ayant un maire Vert à la suite des deux tours.
- 31 mars-1^{er} avril 01..... CNIR des Verts à Paris : Le bilan des élections municipales et cantonales est plutôt bon. Quarante-quatre maires écologistes élus et des scores en augmentation. Dominique Voynet appelle les Verts à construire un parti à vocation majoritaire, car le parti ne doit pas rester un supplétif marginal de la gauche. Mais d'autres cniriens se posent toujours la question de la nécessité de ministres Verts au gouvernement. Bennahmias, lui, veut trente députés au Parlement l'an prochain, mettant toujours dans la balance la question du vote proportionnel qui donnerait, avec les votes d'aujourd'hui, cinquante députés Verts à l'Assemblée. Le CNIR adoptent une motion contre le Traité de Nice qui fait l'unanimité contre lui chez les Verts, il s'agit d'une complexification de la prise de décision au niveau européen où le Conseil européen semble augmenter son pouvoir sur la Commission et le Parlement, il s'agit aussi d'abandonner la règle de l'unanimité entre les Pays.



ch 6 – En route pour les municipales de 2008

- 12 octobre 2006..... Une dizaine de personnalités de gauche, dont Stéphane Pocrain (ex Vert), Halima Boumediene-Thiery (Verts) appelle les futurs candidats à la présidentielle à prendre une position claire avec un calendrier précis sur le droit de vote des étrangers, pour que ce droit s'applique dès les élections locales de 2008.
- 23- 26 août 2007..... Université d'été des Verts à Quimper (Finistère) : Après la débâcle de Dominique Voynet à l'élection présidentielle (1,57% des voix) et le faible résultat obtenu aux législatives, les militants écologistes veulent voir leur parti sortir la tête de l'eau. Les élections municipales se profilant dans quelques mois, la peur est grande que le parti demeure inaudible. Pour les 1000 participants, pas moins de quatre ateliers sont organisés sur le thème de la réorganisation interne. «Oui les Verts étaient bordéliques, mais ils ont changé » assure le parisien Denis Baupin. Une réforme du fonctionnement interne sera donc discutée à l'automne.
- 9-10 septembre 2007..... Cnir des Verts : Le conseil national adopte le principe et les grands axes d'une réforme rapide du fonctionnement du parti, qui devrait aboutir en décembre avec un référendum interne. Modification de la règle des 60% nécessaires pour toute décision en conseil national, régulation du rôle des courants, limitation du recours à la proportionnelle, resserrement de la direction, etc... Les cadres veulent un parti plus efficace avant les élections municipales. Face au Grenelle de l'environnement, les Verts sont soucieux d'avoir une position extrêmement exigeante face à l'esbroufe attendue de Nicolas Sarkozy par rapport à ce Grenelle. Les Verts attendent des mesures qui répondent à l'ampleur du problème, comme une taxe sur les poids-lourds, un plan d'isolation des logements, l'interdiction des OGM et une réduction drastique de l'utilisation des pesticides.
- 26 janvier 2008..... CNIR des Verts à Paris : Après des mois de flottement, les Verts se dotent d'une stratégie électorale à la quasi unanimité. Une lettre de cadrage et un manifeste pour une ville en Vert sont adoptés : ils décident d'être présents dans le plus grand nombre de communes, soit en autonomie, soit sur une liste menée par des partenaires écolos ou de gauche. Pas d'alliance avec le Modem, sauf si celui-ci participe à une liste de gauche, sinon exclusion des Verts. Les Verts sont persuadés que l'élection municipale doit montrer une progression de leurs scores.
- 9 mars 2008..... Premier tour des élections municipales : Les Verts poussent un soupir de soulagement : ils peuvent espérer, à la faveur du second tour, une augmentation de 25 à 30% du nombre de leurs élus. Là où ils présentent des listes Vertes et ouvertes (dans plus d'une centaine de communes urbaines ou rurales), les Verts totalisent une moyenne de 8,70%. A Grenoble, la liste autonome Verte atteint 15,5% face aux socialistes. Dans le Finistère, les écologistes sont à 16,8% à Quimper et 25% à Morlaix. A Valence (Drome), les Verts frôlent les 20% et Michèle Rivasi est en position d'arbitre pour le second tour. Noël Mamère est réélu dès le premier tour à Bègles (Gironde) avec 56% des suffrages. Dominique Voynet à Montreuil (93), avec 32,4%, talonne le PCF (39,4%). A Paris, les Verts sont en net recul. Le meilleur score des Verts est à l'actif de Serge Revel à Pressins (Isère) avec 92,11% (420 voix). Gilles Maïstre, en Haute-Savoie, à Entremont, obtient 69,11% (248 voix).

ELECTIONS MUNICIPALES		PREMIER TOUR		Date : 09 MARS 2008		
	INSCRITS	27465123				
	VOTANTS	16775240	61,08%			
	ABSTENTIONS	10689883	38,92%			
	BLANCS/NULS	672811	2,45%			
	SUFF EXPRIMES	16102429	58,63%			
parti politique	nom ou liste	voix	% des exprimés	% des inscrits	rang	Siège(s)
EXTRÊME GAUCHE	EXTRÊME GAUCHE	289193	1,80%	1,05%	9	
PCF	PCF	421800	2,62%	1,54%	8	
UNION GAUCHE	UNION GAUCHE	3039740	18,88%	11,07%	2	
SOCIALISTES	SOCIALISTES	2031055	12,61%	7,40%	4	
ÉCOLOGISTES	ÉCOLOGISTES	191114	1,19%	0,70%	11	
DIVERS GAUCHE	DIVERS GAUCHE	1666955	10,35%	6,07%	5	
CENTRE GAUCHE	CENTRE GAUCHE	281571	1,75%	1,03%	10	
AUTRE LISTE	AUTRE LISTE	166695	1,04%	0,61%	12	
REGIONALISTES	REGIONALISTES	97468	0,61%	0,35%	14	
CENTRE MODEM	CENTRE MODEM	594960	3,69%	2,17%	6	



MAJORITE CENTRISTE	MAJORITE CENTRIS	560648	3,48%	2,04%	7	
UMP	UMP	4032663	25,04%	14,68%	1	
DIVERS DROITE	DIVERS DROITE	2554440	15,86%	9,30%	3	
FN	FN	150242	0,93%	0,55%	13	
EXTREME DROITE	EXTREME DROITE	23885	0,15%	0,09%	15	

12 mars 2008..... Les Verts, alternatifs et solidaires de la ville de Grenoble n'iront pas avec les socialistes pour le deuxième tour des élections municipales. Ils décident d'y aller seuls, ce qui va provoquer une élection triangulaire. Ils sont aidés par la secrétaire nationale des Verts, Cécile Duflot, qui vient les soutenir : «Nous voulons également saluer le courage de la liste de Grenoble. Il en faut pour se maintenir au second tour et rester fidèle à ses principes, surtout dans le climat actuel de confusionnisme politique. Merci pour la gauche et les écologistes ! ».

13 mars 2008..... A Montpellier, le second tour des élections municipales verra s'affronter trois candidats dans un scénario peu prévu : la maire socialiste sortante, à la tête d'une liste réunissant le PS et le Modem ; le candidat UMP qui peine à s'imposer ; et plus inattendu, le candidat des Verts, Jean-Louis Roumégas, qui a réuni 11,12% des voix et a décidé de se maintenir, en fusionnant avec la LCR et les comités unitaires antilibéraux. M. Roumégas avait été l'adjoint chargé de l'environnement de la maire socialiste sortante, il n'a pas souhaité renouveler cet accord.

16 mars 2008..... Deuxième tour des élections municipales : Dans des élections marquées par un taux record d'abstention (35%), la gauche enlève 43 villes de plus de 30 000 habitants à la droite, pour en détenir désormais 84 de plus que la majorité. Quatre ministres du gouvernement de François Fillon sont battus (Xavier Darcos, Rama Yade, Christine Lagarde et Christine Albanel). 32 maires Verts sortent des urnes, dont 22 sortants. Dominique Voynet (49 ans) est élue à Montreuil (93) avec 54,2%. A l'élection à Valence (Drôme), l'écologiste Michèle Rivasi est élue et devient adjointe au maire.

ch 7 – En route pour les municipales de 2014

17 septembre 2012..... Dans le journal «Le Monde », le ministre de l'Intérieur Manuel Valls considère que le droit de vote des étrangers aux élections locales n'est pas une revendication forte dans la société française. Cette revendication est pourtant une promesse du candidat François Hollande, plus précisément sa cinquantième proposition de campagne. La peur du FN ou la contrainte de la majorité des 3/5 au Congrès ou d'un référendum pour que cette loi puisse être mise en œuvre ne peut sans cesse servir d'argument pour repousser cette réforme à plus tard ou pour la considérer comme une revendication secondaire. Visant à favoriser l'implication des étrangers non communautaires dans la vie publique et à renforcer leur intégration dans la communauté française, cette proposition doit trouver sa concrétisation avant les élections municipales de 2014. EELV ré-affirme son attachement à la citoyenneté de résidence et demande au gouvernement de tout mettre en œuvre pour que cette loi constitutionnelle soit menée à terme avant l'été 2013.

13 mars 2013..... Elise Lowy, porte-parole d'EELV, est interrogée sur les accords éventuels avec le PS pour les prochaines élections municipales et européennes en 2014. «Nous mènerons des listes autonomes, comme lors des derniers scrutins à la proportionnelle. D'autre part, nous avons rencontré le Parti de Gauche (PG) début février. Face au «pacte de compétitivité », qui implique une réduction des droits des salariés, face à la politique d'austérité de François Hollande ou au traité budgétaire européen, face au productivisme et au nucléaire, nous avons de nombreuses convergences. Localement, sur ces sujets, les militants d'EELV et du PG sont souvent plus proches les uns des autres que nos partenaires respectifs, le PS et le PCF. Il est donc possible, dans certains endroits, qu'EELV et le PG mènent des listes communes aux municipales.

16 juin 2013..... Que vont décider les écologistes nantais pour l'élection municipale de 2014 ? Ils doivent bientôt choisir s'ils partent seuls au premier tour ou font liste commune avec le PS. La direction nationale d'EELV a été claire : dans les villes de plus de 100 000 habitants, elle est favorable à l'autonomie. A Paris, Lyon ou Marseille, c'est ce qui a été défini. Si dans la ville de Jean-Marc Ayrault (Premier ministre), les militants écolos choisissent une autre option, la symbolique serait forte. Pourtant ici, la tradition était l'union entre écologistes et socialistes depuis plus de 15 ans et avec succès. Ensemble, ils ont lancé un tram, un réseau de bus, une bonne politique du logement et Nantes a décroché le prix de la capitale verte de l'Europe pour 2013. Mais voilà que le projet d'aéroport de Notre Dame Des Landes (NDDL) empoisonne les relations entre les deux alliés. Pour 2014, EELV demande une remise à plat du dossier. D'autant que Ronan Dantec, sénateur EELV de Loire Atlantique et conseiller municipal, constat des retours en arrière. Le désaccord est acté mais les écologistes font de NDDL un préalable aux discussions. L'idée de s'affranchir des socialistes commence donc à faire son chemin chez les écolos nantais. Le co-président EELV du groupe écolo à l'Assemblée nationale, François de Rugy, qui a longtemps travaillé avec Ayrault, est pour partir en autonomie afin d'y obtenir d'avoir plus de poids politique.

2 juillet 2013..... Les militants écologistes nantais choisissent à une très large majorité de s'affranchir des socialistes pour le premier tour des élections municipales de 2014. C'est la première fois depuis 1995 que PS et Verts partiront en ordre dispersé. «Où est-il écrit que, quand on appartient à des partis différents, on doit être dans le rassemblement partout ? » questionne un conseiller municipal écologiste de Nantes qui ajoute «nous ne sommes pas des supplétifs du PS ».

22 août 2013..... Ouverture des journées d'été d'EELV à Marseille. Le parti souhaite se mettre en ordre de marche pour son prochain congrès prévu en novembre. Avant les élections municipales et européennes de 2014, l'enjeu est celui de la ligne



majoritaire que va suivre EELV, continuer ou pas à participer au gouvernement, s'allier ou pas aux socialistes. Les ministres Duflot et Canfin viendront défendre leur action lors d'une séance plénière intitulée « l'an 2 du quinquennat, vers un changement de cap ? ». Noël Mamère a prévenu qu'il ne viendra pas et il ne se montre pas très optimiste quand il voit arriver ces deux élections a priori favorables aux écologistes : « Je ne sais pas si on va le payer aux municipales ou aux européennes, mais on va le payer, ça, c'est clair ! ».

- 30 août 2013..... Les Verts de Lyon se divisent sur fond des élections municipales : Quatre des huit élus EELV à la ville de Lyon annoncent qu'ils quittent leur groupe pour en créer un nouveau « Lyon Ecologie », en dénonçant l'élection primaire organisée il y a deux mois par leur parti en vue des municipales. « En désignant une tête de liste sans discussion avec des partenaires de la gauche, sans échange programmatique préalable, sans perspective de modalité de gouvernance, et en laissant planer les incertitudes quant à nos alliances plus politiciennes que politiques, EELV a fait le choix d'une écologie punitive » déclarent ces quatre élus. Il s'agit de Gilles Buna, Françoise Rivoire et Mireille Roy, tous trois adjoints au maire de Lyon, et du maire du neuvième arrondissement Alain Giordano. Les quatre expliquent qu'ils sont pour une écologie positive, qu'ils sont persuadés que la crise se résoudra par une gestion collective, qu'ils ne peuvent pas voir le FN profiter des divisions de la gauche, qu'ils sont acteurs du bilan de l'équipe municipale. En 2008, les Verts avaient fait liste commune avec le PS dès le premier tour. EELV indique que le conseiller municipal et régional Etienne Tête, opposant au projet de Grand stade de l'Olympique lyonnais défendu par Gérard Collomb, conduira la liste autonome avec la conseillère d'arrondissement Emeline Baume.
- 19 septembre 2013..... Les Verts sont pris au piège fiscal : Voilà qu'ils apparaissent comme des fous de l'impôt, tout juste bons à réclamer des taxes sur le carbone et le diesel. Pas vraiment populaire à l'heure du raz-le-bol fiscal. « On tombe dans le piège de l'écologie punitive » résume Noël Mamère. A qui la faute ? Vu d'EELV, les coupables sont d'abord à l'Elysée et à Matignon, où l'on enferme les écolos dans des discussions de marchands de tapis : je te donne une taxe, je t'enlève telle autre, sans que les enjeux de santé ou d'emploi soient jamais mis en valeur. Hollande a vertes promis d'apporter à tout cela une cohérence, lors de la conférence environnementale, mais le mal est déjà fait. Si le piège se referme, c'est aussi la faute aux écolos eux-mêmes. Pascal Durand le reconnaît lucide : « Nous avons été mauvais si la société nous voit comme une contrainte et non comme la solution ». Le député Denis Baupin, a lui déjà entrepris une réforme sémantique : il ne parle plus de fiscalité écolo mais de fiscalité des pollutions. Désormais, les écologistes craignent la punition aux élections municipales. « On est en slip dans l'opinion, au-dessous de nos plus mauvais scores » s'alarme un proche de Duflot, pas du tout convaincu qu'il fallait faire du prix du gazole un marqueur politique. Il ajoute : « Cette histoire de diesel, s'ajoute au raz-le-bol fiscal ; Et ça touche qui ? Les classes moyennes ... notre électorat ! ».
- 20 octobre 2013..... A Dieppe (Seine-Maritime), comme dans nombre de villes en France, les relations entre le parti communiste et le parti de gauche ne sont pas au beau fixe. À la tête d'une liste PCF-PS-Verts, un maire communiste avait repris à la droite, en 2008, cette terre ouvrière perdue en 2001 par le PCF après 30 ans de règne. Depuis, la situation à gauche a bien changé et 2014 s'annonce compliqué pour l'édile communiste. Non seulement il pourrait devoir affronter les socialistes au premier tour des municipales, mais aussi une liste codirigée par le parti de gauche et EELV. Les deux parties ont officialisé, début octobre, leur volonté de travailler ensemble pour les élections municipales. Une alliance qui ne serait pas une première, ce sera aussi le cas dans d'autres villes comme à Rennes, mais qui serait pour le moins surprenante car dirigée contre un maire PCF. Le rapprochement entre les écologistes et le parti de Jean-Luc Mélenchon s'est notamment fait sur la question du nucléaire. Au sein du front de gauche, ce sujet est une divergence assumée entre le PCF et le parti de gauche. À Dieppe, le sujet divise d'autant plus que la centrale nucléaire de Penly est à quelques kilomètres et qu'un projet de réacteur nucléaire EPR y a été envisagé avant d'être abandonné. Au-delà de cette question qui ne relève pas de la mairie, il y a celle plus large de la transition énergétique, le bio à la cantine, la rénovation thermique ou encore la place de la voiture en ville expliquent les écologistes qui devraient conduire la liste.
- 15 novembre 2013..... Un sondage IPSOS étudie si les partis politiques vont sortir affaibli (A) ou renforcé (R) des élections municipales : EELV 55% R ou 40% A ; UDI-MODEM 44% R ou 41% A ; UMP 38% R ou 53% A ; FN 34% R ou 60% A ; PS 32% R ou 60% A ; Front de Gauche 27% R ou 65% A.
- 16 novembre 2013..... Première étape avant le congrès de Caen qui se déroulera le 30 novembre, les écologistes EELV se rencontrent en région (il y en a 27) pour élire des motions qui vont déterminer 600 délégués ce congrès. En question, la participation gouvernementale, l'incapacité à se faire entendre à l'extérieur, le limogeage de Pascal Durand, le départ de Noël Mamère, la préparation des élections municipales et européennes. Le parti revendique 10 000 adhérents.
- 11 décembre 2013..... A Marseille, les manœuvres du candidat écologiste Karim Zéribi, sèment la zizanie dans son parti. Déjà en lice aux municipales, Zéribi revendique aussi la tête de liste aux européennes. Il revendique la place face à Michèle Rivasi, députée sortante. Zéribi était porte-parole de Jean-Noël Guerrini lors des municipales de 2008, il a été candidat sur la liste de Vincent Peillon (PS) l'année suivante aux européennes, avant de devenir député européen en mai 2012, à l'entrée de ce dernier au gouvernement. Il est entre-temps passé chez EELV. Ancien Chevènementiste, il a rejoint le groupe des écologistes au Parlement européen. « J'ai un combat à mener pour une Europe plus juste, plus sociale et plus tournée vers la Méditerranée. Je veux le poursuivre » affirme-t-il. Monsieur Zéribi et Madame Rivasi mettent tous les deux en avant le vote consultatif des militants qu'ils ont remporté dans le collège hommes comme dans celui des femmes. Chacun propose à l'autre la deuxième position sur la liste. A EELV, l'ancien footballeur professionnel qui, en seulement trois ans, a réussi son OPA sur le parti à Marseille, ne compte pas que des amis. De son côté, Madame Rivasi est l'ancienne fondatrice de la Criirad et ancienne directrice de Greenpeace. Elle peut s'appuyer sur une bonne partie de la base d'EELV. Pour l'Europe, la solution ne se règle pas à Marseille, mais pour l'élection municipale c'est aux Marseillais de décider.



- 9 janvier 2014..... Les écologistes de Lyon entrent en campagne pour les élections municipales avec le slogan «Inspirez Lyon ». Étienne Tête et Emeline Baume conduisent ensemble le travail dans les neuf arrondissements. Ils proposent des projets qui se feront en demeurant dans les capacités budgétaires et sans augmentation d'impôts, en changeant la façon de voir les problèmes et en délaissant les solutions du passé. Les écologistes sont les seuls capables d'appréhender les problèmes du monde et de proposer des solutions pour mieux vivre solidaires. Pour la composition des listes, EELV est encore en discussion avec CAP21 et a passé un accord avec MEI, tandis que les discussions sont ouvertes aussi avec des associations et citoyens non encartés. Le domaine des transports et l'habitat sont des thèmes particulièrement étudiés.
- 21 janvier 2014..... Cécile Duflot présente ses vœux à la presse. Elle rappelle qu'elle est ministre autant la première responsable écologiste de la majorité gouvernementale. Elle pose quelques garde-fous à un plan présidentiel qu'elle m'avait pas commenté jusqu'alors. Elle prend ses distances avec le pacte de responsabilité de François Hollande. Elle se définit comme l'avocate infatigable de la colère et de l'exaspération des Français. Elle n'a pas l'intention de regarder passer les trains du Medef sans rien dire. « Résistance, indépendance, vigilance (...), ce triptyque ne servira de viatique dans une année 2014 qui s'annonce déjà comme une année de combat » prévient-elle. «Ce sera du donnant-donnant », lance-t-elle, précisant qu'elle sera particulièrement attentive à ce que le patronat ne nous embarque pas dans un tango de l'irresponsabilité où à chaque concession du gouvernement répondrait une demande supplémentaire des organisations patronales. La ministre estime qu'aucune politique de l'offre n'est possible sans un investissement public clair. Persuadés que leurs lignes, un pied dedans un pied dehors, est la bonne, les écologistes veulent croire que le recentrage de François Hollande leur ouvre un espace politique à gauche. En 2014, EELV veut tourner la page des 2,31% des voix de la présidentielle et espère retrouver un souffle lors de la prochaine séquence électorale. À l'approche des élections municipales, les écologistes se montrent étonnamment optimistes. En effet, les sondages les donnent entre 7 et 10% dans les grandes villes. Jean Vincent Placé assure qu'ils sont toujours devant le Front de Gauche. De la même façon, Pascal Canfin, ministre délégué chargé du développement, estime que son parti peut ne pas trop mal s'en tirer. Il sera en position non éligible dans le 12e arrondissement de Paris et mise sur un score à deux chiffres du candidat EELV dans la capitale.
- 22 janvier 2014..... Pour les élections municipales, le PS souhaite parvenir à un accord avec EELV pour conquérir Marseille tandis les écologistes réclament en conséquence la tête de liste à Perpignan (66). A Perpignan, PS et EELV partent pour l'instant séparément aux élections afin de prendre cette ville à la droite. En cas de victoire au premier tour de la gauche, les écologistes espèrent obtenir la tête de liste commune au second tour (et donc avoir un maire écologiste), mais le PS refuse. Localement à Marseille, les écologistes locaux ne cherchent pas d'accord et ne discutent pas avec les socialistes. Mais Karim Zéribi, candidat EELV malheureux lors des investitures écolos pour les européennes, se trouve en position de faire monter les enchères auprès du PS pour gagner la ville à la gauche, tandis que les militants locaux écolos se sont prononcés pour une liste autonome pour l'instant.
- 25 janvier 2014..... Cinq mois après avoir choisi l'autonomie pour l'élection municipale, à l'issue d'une semaine de tractations, les militants écologistes de Marseille revotent en faveur d'une liste commune avec le PS dès le premier tour des élections municipales. La proposition d'une alliance avec le PS recueille 73% des suffrages des 217 militants mobilisés pour ce vote, 23% se déclarant favorables à une liste autonome et 4% votant blanc. Karim Zeribi, tête de liste EELV, déclare à l'issue du vote: «J'étais favorable à cette alliance dans la mesure où elle respectait les écologistes, ce qu'ont prouvé les trois rencontres que nous avons eues avec le PS cette semaine ». En cas de défaite, les écologistes garderaient sensiblement le même nombre d'élus à la ville et à la communauté urbaine. En cas de victoire, ils obtiendraient trois postes d'adjoints, dont la délégation au sport (pour Zéribi qui est un ancien footballeur professionnel).
- 7 février 2014..... A Toulouse, ce sont au moins 5 listes municipales qui se présentent pour les élections. La gauche s'est réunie avec un candidat du parti socialiste, un candidat du Parti de Gauche et un candidat EELV, Antoine Maurice (32 ans). Il est co-président du groupe des élus écologistes à la communauté d'agglomération. Il a souvent fait entendre sa différence par rapport au candidat socialiste sur des sujets comme le futur parc des expositions de Blagnac ou le plan de déplacements urbains. Les transports constituent la principale pomme de discorde avec le parti socialiste depuis que le maire de Toulouse a révoqué un élu écologiste de la présidence du syndicat mixte des transports en commun. Maurice est proche de Cécile Duflot et dit avoir résisté aux pressions pour une alliance avec le maire dès le premier tour.
- 26 février 2014..... Le journal Le Monde s'interroge de savoir pourquoi Hollande est si tolérant avec les écologistes. En fait, pour lui, les Verts sont moins dangereux à l'intérieur qu'à l'extérieur du gouvernement. Hollande sait qu'il a besoin d'une majorité diverse, de faire travailler ensemble plusieurs composantes sur un projet commun. Mais cela malgré les turbulences récurrentes (les Roms ou NDDL). François Hollande qui, in fine, aime à décider seul, entend paradoxalement afficher le fait qu'il est en mesure de gouverner collectivement. L'apparence de l'union vaut bien quelques dissonances voire quelques dissensions. A un mois des élections municipales, pas question de fragiliser les équipes municipales et l'exécutif. Hollande évalue son éventuelle réélection en 2017 et si un espace s'ouvre sur sa gauche, elle menace sa réélection. Pourtant la question environnementale ne figure pas dans les priorités du président Hollande et la critique écologiste du gouvernement a encore de beaux jours devant elle.
- 23 mars 2014..... Premier tour des élections municipales : Les gagnants de ce premier tour sont le FN et les écologistes. Les listes écologistes autonomes n'avaient jamais été aussi nombreuses. L'écologie accomplie une progression claire par rapport aux résultats obtenus lors des élections municipales de 2008. A Grenoble (où Eric Piolle arrive en tête avec 29,41%), Paris (8,86%), Nantes (14,55%), Rennes (15,09%), les listes écolos sont en nette progression. Les 262 listes écologistes obtiennent une moyenne de 11,6% par commune. Plusieurs élus écologistes ou apparentés sont reconduits dès ce premier tour : Noël Mamère (51,74%) à Bègles, Michel Bourgain (51,46%) à l'Île-St-Denis et Jean-François Caron à Loos-en-



Gohelle. «Les électeurs de gauche nous ont soutenus dans le choix d’être au gouvernement tout en continuant à dire ce qui ne va pas » juge Emma Cosse, la secrétaire nationale EELV. Mais elle fait part d’un sentiment partagé à cause du recul de la gauche, une très forte abstention et le fort score du FN. A Valence (Drôme), une liste EELV (Patrick Royannez maire sortant, suivi de Michèle Rivasi) «Réussir ensemble Valence » fait un score de 11,13%. Elle fusionnera avec celle du PS pour le second tour dans une triangulaire délicate.

24 mars 2014..... La bonne tenue des Verts au premier tour des élections municipales est une surprise qui, comme la poussée du FN, n’avait pas été annoncée par les sondages. Le Premier ministre Ayrault déclare devant des visiteurs : «Moi, j’ai toujours voulu que les écolos restent au gouvernement. Alors que d’autres, comme Montebourg, disent depuis longtemps qu’il faut se séparer d’eux. Les résultats du premier tour prouvent bien qu’il faut les garder dans la majorité et au gouvernement ».

27 mars 2014..... Les écologistes mettent la pression sur les socialistes pour le second tour des municipales. Si à Grenoble les négociations se sont mal passées, cela va mieux à Paris, Nantes, Rennes ou Toulouse. A Paris, les équipes socialistes d’Anne Hidalgo ont trouvé rapidement un accord pour fusionner avec celle de Christophe Najdovski (EELV). Les socialistes conservent la place de maire et les écologistes obtiennent 17 sièges de conseillers de Paris contre 9 actuellement. C’est moins qu’en 2001, plus qu’en 2008. A Nantes, dès le lendemain de l’élection, on a annoncé la fusion des deux listes après d’âpres négociations. Les écologistes, avec 14,5% au premier tour, obtiennent quinze postes d’élus dont sept adjoints. Leur gain est aussi notable sur le problème de l’aéroport de Notre-Dame-des-Landes : les deux alliés sauvent les apparences en adoptant, tel un moratoire, que la construction du site ne peut être reprise tant que les recours en justice n’ont pas été épuisés. A Montreuil, il y aura une bataille fratricide à gauche : le PCF arrive en tête avec 25,55% et il sera opposé à une coalition Front-de-Gauche- EELV- PS. Reste également en course une liste UMP.

27 mars 2014..... Emmanuelle Cosse appelle à faire gagner les listes de gauche et des écologistes pour le second tour des municipales. Le premier tour des élections a montré un visage contrasté. Sur l’ensemble des listes autonomes conduites par EELV, les écologistes obtiennent 11,87%, bien mieux qu’en 2008. Dans cette élection, ils ont présenté plus de listes en autonomie. En faisant campagne autour de leur programme «Vivre mieux », ils ont défendu leurs valeurs et surtout montré qu’ils sont porteurs de solutions concrètes pour améliorer les conditions de vie, la mobilité, la situation du logement, etc. Certains «petits »maires écologistes ont déjà été réélus comme Patrick Barbier à Muttersholtz ou Sylvie Couchot à Vauréal. EELV réalise de très bons scores dans de grandes villes Paris, Lille, Lyon, Nantes, Poitiers, Rennes, Sevrans (où le maire sortant est en passe d’être réélu), Vitry, Tours, Valence, etc. Et un score historique à Grenoble où l’écologie est en tête. Emma Cosse ne peut cependant oublier la vague à droite qui s’est exprimée. Il est donc nécessaire de poursuivre la mobilisation des écologistes et aller à la rencontre des citoyens. Par ailleurs, le gouvernement doit entendre le message des urnes et changer de cap.

30 mars 2014..... Deuxième tour des élections municipales : La gauche perd 151 villes de plus de 10 000 habitants. La droite redevient le premier pouvoir local. Elle obtient 572 villes contre 349 pour la gauche. Paris reste à gauche et Anne Hidalgo devient la première femme maire d’une capitale. Lyon reste aussi à gauche avec Gérard Collomb. A Grenoble, le PS est devancé par les écologistes d’Eric Piolle qui obtiennent la mairie avec 13points d’avance. Ainsi, EELV détient maintenant deux villes de plus de 20 000 habitants avec Bègles et Grenoble. A Valence, la liste PS+EELV avec Michèle Rivasi obtient 40,35% obtenant 11 élus dont Michèle. Mais elle siègera désormais dans l’opposition.

ELECTIONS MUNICIPALES		Date : 30		
Second tour		MARS 2014		
Couleur politique des maires dans les villes de plus de 10 000 habitants	s	FRANCE		
parti politique	nom ou liste	rang	Siège(s)	
Parti de Gauche + PCF	Parti de Gauche + PCF	6	56	
PS	PS	2	210	
EELV	EELV	9	6	
PRG	PRG	8	7	
DIVERS GAUCHE	DIVERS GAUCHE	5	70	
UMP	UMP	1	320	
UDI-MODEM	UDI-MODEM	4	115	
DIVERS DROITE	DIVERS DROITE	3	137	
FN	FN	7	8	



EXTREME DROITE	EXTREME DROITE		11	3
DIVERS	DIVERS		9	6

5 avril 2014..... Conseil fédéral d'EELV. Longue intervention d'Emma Cosse dont voici un élément : «La direction du mouvement a pris une décision difficile, celle de ne pas participer au gouvernement Valls, malgré de propositions solides qui nous ont été faites. Le Premier ministre nous a fait une proposition simple, diriger un ministère de l'énergie, avec la tutelle sur l'énergie, afin de faire la loi sur la transition énergétique. Une loi qui acte la réduction de la part du nucléaire dans le mix énergétique (50% en 2025). Pas de construction d'EPR, la fermeture de réacteurs. Pas de changement de ligne sur les OGM, ni sur les gaz de schiste. Une réforme de la décentralisation pour aboutir à 10 régions, la mise en oeuvre de la proportionnelle et, enfin, à demi-mots, la fin de Notre-Dame-des-Landes. Je l'ai dit, une proposition solide et sérieuse. Dans un contexte incertain et de méfiance. Nous avons dit non. Comment croire à une évolution sur le nucléaire quand le nouveau ministre de l'économie et celui des affaires étrangères en font des points de leur politique ? Comment avancer sur ces sujets quand la confiance n'est pas au rendez-vous ? Je le répète avec force, nous ne nous mettons pas en dehors du gouvernement par dogmatisme. Nous avons vocation à prendre des responsabilités, à exercer le pouvoir, à peser sur le réel. Ce n'est pas l'échec d'EELV aujourd'hui, si nous sommes absents de ce gouvernement. C'est celui d'une majorité et d'un président de la République qui n'a jamais cherché à construire durablement une alliance. La fracture démocratique qui s'est exprimée lors de l'élection municipale appellera sans doute à une recomposition de la gauche ». Mais, pour elle, EELV n'est ni le supplément d'âme des socialistes, ni celui de l'autre gauche (Mélenchon).

ch 8 – En route pour les municipales de 2020

4 octobre 2018..... Sondage IFOP : si les élections municipales avaient lieu aujourd'hui à Lyon, une liste majoritaire municipale, République en Marche, arriverait en tête au premier tour avec 31%. La deuxième place serait pour la liste de droite, Les Républicains, avec 18%. Troisième place pour les Verts d'EELV avec 16%. Quatrième place pour les Insoumis avec 14%. Cinquième place pour le Rassemblement National (ex FN) avec 11%. Sixième place pour les socialistes avec 10%. Le jeu est ouvert !

2 décembre 2018..... Les écologistes EELV veulent penser une écologie de la ruralité : Les espaces ruraux, loin d'être des espaces en marge de la modernité, ont une singularité qui porte en elle les germes de liens pertinents entre les individus et un paysage particulier. Ces espaces ont aussi des paradoxes qu'il convient de comprendre : les communs n'existent presque plus dans les villages, et la nature y est autant adulée qu'elle est crainte (risques naturels). Les jeunes partent vers les villes où leur avenir peut s'inventer par l'international, les entreprises de service se concentrent dans les aires urbaines. Nous proposons ici de prendre le contre-pied de la pensée dominante, en partant de l'hypothèse que les campagnes peuvent également constituer des terres d'innovations et de progrès. D'où la motion de cadrage prise unanimement au conseil fédéral : elle propose de fédérer des élus de la FEVE, les commissions agriculture et environnement et des acteurs de la vie civile autour d'un rapport sur le thème «écologie et ruralité ». Ce rapport a pour objectif d'établir un diagnostic des espaces ruraux et d'établir des propositions de développement s'articulant autour de la singularité de ces territoires et d'une réglementation multiple du foncier. Ces réflexions pourront aussi nourrir la préparation des élections municipales. Le conseil fédéral décide de constituer un groupe de travail pour agencer un calendrier et un cadre à ce travail.

5 avril 2019..... En pleine période des élections européennes, avec une liste EELV partie seule contre plein d'autres listes multiples à gauche, l'annonce par les différents partis de gauche implantés à St Etienne (Loire) (PS, EELV, Génération.s et MRG) de présenter une liste commune pour les élections municipales de 2020, apparaît quelque peu inopportune et pressée. Il apparaît au demeurant que ce regroupement exclut les Insoumis et le PCF, choisissant de privilégier le PS. D'autres Verts s'interrogent de savoir quel message est donné en relayant ce message, en n'ayant peut-être pas conscience qu'ils impliquent ainsi les autres écologistes politiques.

27 mai 2019..... Yannick Jadot (EELV) qui répétait à qui voulait l'entendre qu'il ferait 12%, obtient plus de 13% à l'élection européenne. C'est la victoire de l'écologie politique que beaucoup croyaient morte et enterrée. En plaçant Y Jadot en troisième position du scrutin, les électeurs français ont donné leur voix à la seule liste qui n'a parlé quasiment que d'Europe et d'écologie. Pesticides, diesel, plastiques, le bilan des eurodéputés EELV est salué. Certes le parti écolo n'est pas à la hauteur de son score de 2009 (17%). Aujourd'hui, c'est quand même une vague verte qui emporte la place (la troisième) d'habitude donnée à la droite qui s'effondre et les Insoumis sont loin derrière. Karima Delli, eurodéputée sortante réélue, y voit une sanction pour les partis qui ont verdi leur discours en voyant le succès des marches pour le climat. «L'écologie n'est pas un gadget. Ce n'est pas un supplément d'âme à la veille des élections » affirme-t-elle. «Les Françaises et les Français nous ont envoyé un signal très clair : ils veulent que l'écologie aussi soit au coeur du jeu politique, et ce message a été lancé dans toute l'Europe » ajoute Y Jadot. Message reçu 5 sur 5 par le Premier ministre. Mais EELV est un parti qui n'a plus de député à l'Assemblée nationale, il devra donc confirmer de bons résultats aux élections municipales de 2020. EELV est en tout cas en position de force pour des négociations pour ces municipales.

28 mai 2019..... Finalement, c'est l'écologie politique qui prend le leadership à gauche. EELV, qui a terminé troisième à l'élection européenne domine le champ de ruines à gauche. Du coup, ils (dirigeants, élus de tous bords, journalistes et analystes politiques) en sont tous persuadés, le temps de l'écologie est venu. Certains ne l'avaient pas encore compris, car



ils compensent leurs idées à partir des décisions et des orientations données des urnes. Dès le soir des élections, ils ont tous fait leurs petits calculs. Si l'on additionne les scores des principales listes ayant mis le combat pour l'environnement au centre de leur projet (EELV+ PS+Insoumis+Génération.s+Urgence écologie), cela donne 31,1% des suffrages. Certes, les chances de voir ces formations se coaliser sont aujourd'hui inexistantes. David Cormand, secrétaire national des Verts, avertit : «Pour nous, il ne peut y avoir de populisme heureux. Mobiliser le peuple peut se comprendre. Mais exciter la colère des foules est condamnable ». Il ferme donc la porte aux Insoumis. Jadot et ses camarades se sentent néanmoins pousser des ailes. Ils se retrouvent pour la première fois à la tête de la gauche, laissant les concurrents loin derrière. Ils pourraient prétendre à devenir le pivot d'une gauche émiettée, mais en ont-ils vraiment envie majoritairement ? Jadot a toujours affirmé lors de cette campagne qu'il ne veut pas se faire piéger dans des débats entre organisations issues de la social-démocratie. «L'alternative politique n'émergera pas par la magie d'un rassemblement de circonstance. Il faut tout revoir » affirme Cormand qui ajoute «A celle et ceux qui se réclament de la gauche, nous voulons dire que l'avenir de ce qui a été appelé gauche, c'est l'écologie ». Il précise : «Notre feuille de route est simple : construire une force et une coalition à vocation majoritaire ». Le secrétaire national du PS, Olivier Faure, salue le score des écologistes : «Faire le double de LFI (les Insoumis) et du PS, ça leur donne une responsabilité immense ». Mais il avertit : «Personne, à gauche, n'est en mesure de revendiquer une hégémonie qui lui permettrait de s'imposer par rapport aux autres ». Il appelle l'ensemble des forces de gauche et écologistes à se voir dans les prochains jours pour travailler à un rassemblement. Mais cette formule n'est, pour l'instant, pas suffisante pour les Verts qui ne veulent pas se cantonner aux partis et en appellent à la société civile.

29 mai 2019..... Avec les scores obtenus à Paris lors des élections européennes, les macronistes et les Verts jugent possible de détrôner la socialiste Anne Hidalgo lors des élections municipales dans la capitale. Avec 32,9%, En Marche a dominé largement ce scrutin européen, tandis que EELV a séduit un électeur parisien sur cinq, arrivant en tête de la gauche. Julien Bayou, porte-parole des écologistes, annonce que le prochain maire de Paris peut être écologiste. Le PS n'a eu que 8,2% des voix (contre 19,2% cinq ans plus tôt). Les Insoumis n'ont pour leur part que 5,3% des voix. La droite est en débâcle.

14 juin 2019..... Les élections municipales se prêtent à une grande diversité de cas de figure. Pas de brevet d'écologiste : Cette omniprésence programmatique de l'écologie a conduit à des échanges aigres doux entre Yannick Jadot et d'autres dirigeants politiques, celui-ci revendiquant une forme de monopole de représentation. Or, même si les Verts bénéficient d'une légitimité mieux enracinée, il n'existe ni copyright ni dépôt de brevet sur la qualité d'écologiste. Leur récent succès s'est d'abord construit sur une conversion culturelle de la société. Leurs mérites y jouent un rôle, ils n'expliquent pas tout, **même s'il faut reconnaître aux militants historiques de ce parti une vraie ténacité**. Il va de soi que cette vague ne va pas s'arrêter et que les formes qu'elle prendra restent imprévisibles dans leur rythme et leur déroulement. Un projet écologiste un tant soit peu radical a-t-il des chances de devenir majoritaire dans une ville, dix villes, moyennes. grandes. rurales, métropolitaines ? Les paris sont ouverts. A titre d'exemple, la question de la place de la voiture est un enjeu puissant et les signaux donnés par la société sont pour le moins contradictoires. Un outsider vert peut-il remporter face à un maire sortant apprécié qui, sans être un Vert, aurait conduit des projets écologiques significatifs (rénovation énergétique des logements, présence de la nature en ville...) ? Les étiquettes ne seront qu'un élément parmi d'autres, comme la compétence, la capacité à agir, la proximité humaine, le lien à faire entre écologie et enjeux sociaux et économiques. C'est d'autant plus vrai que, alors que le niveau national est bloqué comme en témoignent les reculades sur le glyphosate ou le transport routier, les territoires sont de longue date des lieux d'expérimentation et de réflexion sur l'entrée concrète dans la transformation écologique. C'est vrai dans les métropoles, c'est aussi vrai sur des territoires plus ruraux. L'arrivée des municipales oblige donc à se positionner sur les alliances, revers de médaille de l'indépendance. Les Verts semblent envisager de vouloir construire toute forme d'alliance autour d'eux, anticipant sur le fait que la faiblesse des socialistes aux élections nationales et européennes va se transposer mécaniquement au niveau local. Attention sur ce point à ne pas oublier que les élections municipales font la part belle à l'incarnation et à ce qui a été accompli. L'affaiblissement du Parti socialiste ne signifie pas la disparition de l'aspiration sociale. Alors que les écologistes siégeaient avec les socialistes dans une même majorité ou opposition, passer par pertes et profits un bilan commun est compliqué. C'est cette question sociale qui a inspiré les revendications des «gilets jaunes»: une volonté que tous bénéficient de l'écologie, un profond sentiment d'injustice fiscale et sociale, et une demande de services publics de proximité. Tout cela structurera aussi la campagne des municipales. Il est ainsi nécessaire de jeter les bases d'une interaction entre écologie et lutte contre les injustices, sujet qui n'a pas ou peu été abordé pendant les élections européennes. Troisième point enfin, la capacité à convaincre sur l'efficacité gestionnaire et l'action concrète dans un temps où l'argent manque. Sur ce point, les écologistes ont une marge de progression. Ce qui apparaît, c'est qu'après cette élection européenne l'étape de la proclamation des valeurs a été dépassée. Celle qui s'ouvre est celle des actes. Prenons le pari que les prochaines échéances permettront à des personnes déterminées, mues par de fortes convictions, de transformer l'exercice de la responsabilité politique pour porter des scénarios de résilience écologique concrètement là où elles vivent. Espérons que les maires écologistes soient nombreux. Et, pour cela, cessons la bataille picrocholine du plus vert que vert. C'est l'enjeu pour tisser enfin un lien fort entre démocratie et écologie, et envisager d'autres victoires dans le champ national.

23 juin 2019..... CONSEIL FÉDÉRAL EELV : Nous proposons la constitution d'un groupe de travail sur la question des périphéries et de leur identité spécifique, dont les activités pourront porter sur la préparation d'outils de réflexion et l'élaboration de propositions concrètes en vue des municipales. Motion Méthode et objectifs : – Nous viserons à rassembler dans ce groupe de travail des citoyens et citoyennes, militants et militantes habitant ces espaces périphériques



et nous baserons sur leurs vécus différenciés pour travailler la question de la spécificité des banlieues et périphéries, sur la base de l'idée que c'est bien à partir de ces savoirs vécus et incarnés que peuvent se construire des politiques publiques et des projets de territoires en capacité de s'ancrer concrètement. – Le groupe de travail pourra se réunir à l'occasion de rencontres (séminaire, assises...) organisées dans des communes situées dans les banlieues et périphéries, et auxquelles seront conviées une diversité d'acteurs et d'actrices contribuant à repenser et transformer ces territoires. – Nous pourrions travailler en lien avec le groupe ruralités : les deux partagent une approche territoriale visant à souligner et approfondir la spécificité des espaces par-delà les étiquettes et les sens préétablis, et à contrecarrer la domination du phénomène urbain sur les imaginaires et les pratiques politiques. – Nous viserons à élaborer des outils de travail et de réflexion à destination des candidat.e.s se présentant aux élections municipales dans les communes de banlieue et de périphérie urbaine, afin de les appuyer dans la construction de visions et de programmes s'appuyant sur les valeurs et les richesses propres de leur territoire, par-delà son caractère périphérique. – Ce groupe de travail reposera la question de l'organisation territoriale, en portant une réflexion sur les modalités d'articulation entre les différentes échelles de décision (communes, intercommunalités, départements, métropoles, régions...) et la répartition du pouvoir politique entre chacun d'entre elles. – Pour finir, ce groupe de travail permettra d'entamer une réflexion sur le mouvement des gilets jaunes qui prend naissance dans les périphéries et banlieues, et de proposer un cadre pour penser la liaison entre ce mouvement et le combat écologique, entre autres sous l'angle de ce qu'il est convenu d'appeler « l'écologie populaire ».

23 juin 2019..... CONSEIL FÉDÉRAL EELV. Elections locales 2020, Exposé des motifs : Après la séquence de l'élection européenne, où EÉLV est sorti renforcé, les élections des conseiller-e-s municipaux-ales, des conseiller-e-s des communautés de communes, d'agglomération, de métropoles, des conseiller.es consulaires sont un moment important pour renforcer notre présence sur les territoires et permettre la mise en œuvre des projets écologistes ambitieux, indispensables pour faire face aux enjeux climatiques, démocratiques, écologiques et sociaux. Motion : Le Conseil Fédéral : 1 – Appelle à soutenir aux élections municipales de 2020 des listes écologistes ouvertes dans le maximum des communes de France, en particulier sur les villes de plus de 9000 habitants, ainsi que les listes constituées dans les circonscriptions consulaires pour les français.e.s résident.e.s à l'étranger. Ces listes porteront prioritairement un projet écologiste co-construit avec l'ensemble des acteurs et actrices locaux se reconnaissant dans les valeurs de l'écologie. Les partis soutenant le gouvernement actuel, dont la politique environnementale, économique et sociale est incompatible avec l'écologie, n'auront pas leur place sur ces listes. Aucun accord politique ne pourra être signé au nom d'EÉLV avec eux. 2 – Décide de mettre à disposition des équipes locales une plate-forme programmatique d'une véritable transition écologique permettant la résilience des territoires, axée notamment sur la lutte contre la pollution et le changement climatique, sur la réduction des inégalités sociales et environnementales et sur la participation citoyenne. La mise en place de cette plate-forme sera pilotée par le Bureau Exécutif, avec l'aide notamment des commissions thématiques. 3 – Lance un appel aux citoyen-ne-s engagé-e-s pour l'écologie, les personnes qui marchent pour le climat, les militant.e.s du quotidien, les membres d'association des droits de l'homme, environnementales ou de défense des solidarités, les électeurs et électrices écologistes... pour qu'ils/elles s'engagent aux élections locales et portent les valeurs de l'écologie. De nombreux ateliers programmatiques et techniques seront proposés aux JDE de Toulouse du 22 au 24 août 2019 pour aider ces listes écologistes. Le Conseil Fédéral demande aux régions : 1 – De relayer cet appel et de désigner des « référent.e.s vert.e.s » pour aider les listes écologistes à se construire, avec tous ceux et celles qui se retrouvent dans le projet écologistes 2 – De veiller à la parité des têtes de liste, en particulier sur les grandes villes et de garantir l'application de l'article III 2 5 2 du RI : scrutin proportionnelle de liste. 3 – D'organiser les débats nécessaires entre adhérent.e.s pour les communautés de communes, d'agglomération et les métropoles pour : * définir un projet pour le territoire * veiller à échanger sur les stratégies des communes pour les rendre lisibles dans une même agglomération * choisir de participer ou non, après l'élection, à l'exécutif, et le cas échéant choisir les membres de l'exécutif et les représentant-e-s des organismes extérieurs important (syndicat des transports...). 4 – De faire signer des engagements aux candidat-e-s sur la bonne exécution du mandat et sur les obligations de cotisation auprès d'EÉLV conformément à la grille du règlement intérieur. Unanimité moins 2 blancs.

11 août 2019..... David Cormand, secrétaire national d'Europe Écologie les Verts, répond à une question sur les élections municipales : «Précisément, notre force c'est que nous avons cette implantation locale. Historiquement l'implication des Verts dans les élections municipales ne se traduit pas par des listes 100 % vertes. Ce sont toujours des listes vertes-citoyennes. Ce n'est pas notre volonté de faire des listes 100% vertes. Chez les Verts, ce n'est pas le national qui décide des stratégies municipales. Nous allons avoir un moment de respiration démocratique qui va pouvoir se faire à l'abri des interférences des appareils nationaux. Dans beaucoup de villes, il va y avoir des listes EELV-citoyennes avec Générations, sans doute dans d'autres villes on sera avec le PS, avec le PC, j'espère avec la France Insoumise et peut-être avec d'autres d'ailleurs. Le périmètre politique clair, c'est que le projet écologiste n'est pas compatible avec l'offre politique de l'extrême droite, l'offre politique des Républicains et l'offre politique du gouvernement actuel. Donc nous avons mis cette balise-là, mais en dehors de ça, les choses sont ouvertes. L'échelon municipal est une occasion parfaite pour construire des projets. On va beaucoup réfléchir autour du concept de municipalisme, de territoires en résilience, de comment on construit de nouvelles solidarités. Tous ces sujets-là, la question de la pollution, la question des filières courtes, la question de l'aménagement urbain... ce sont des choses très appropriables. De quelque chose d'un peu théorique, on arrive à quelque chose de concret, on a vraiment une tradition en la matière. On n'appelait pas ça le municipalisme, mais dès les municipales de 2001 et même de 1995, on parlait beaucoup de démocratie participative. En fait, le municipalisme c'est la version augmentée de ce qu'on appelait la démocratie participative, c'est le surgissement citoyen dans la décision. Notre



récit des municipales va être celui-ci : nous mettons au pot commun notre expérience, des éléments de projets et c'est aux gens de s'en emparer et de construire leur offre politique locale comme ils l'entendent. »

- 21 août 2019..... A Lyon, fief de Gérard Collomb (ex PS devenu proche de LRM), les élections municipales semblent difficiles entre deux candidats de gauche plus des prétendants LRM. Mais le danger pourrait bien venir d'ailleurs. En rassemblant 21% des voix à Lyon, la liste écologiste menée par Y Jadot a battu ses records aux européennes. Le signe d'une sensibilité accrue aux sujets écologiques dans une agglomération touchée par la pollution et les canicules à répétition. Fortes de plusieurs milliers de participants à chaque édition, les marches pour le climat mobilisent de façon spectaculaire. « C'est le signe d'un mouvement de fond qui réclame du changement, la région lyonnaise peut devenir un vrai modèle de transition écologique à l'échelle humaine », s'enthousiasme le vice-président à la métropole, Bruno Charles. L'élu lyonnais affirme: «Les écologistes se préparent, ils vont désigner un candidat à la rentrée, pas pour se regarder dans le miroir, mais pour donner un horizon. Aux prochaines municipales, tout peut arriver ! ».
- Septembre 2019..... Sondages sur de grandes villes avant les élections municipales pour les listes écolos qui partent en autonomie : 1) Rouen est à 23,5% (11,09% en 2014 ; 18,33% aux européennes de 2019) – 2) Paris 13% (8,86% en 2014 ; 19,9% aux européennes de 2019) – 3) St Etienne 15% (5,54% en 2014 ; 14;61% aux européennes de 2019)
- 3 septembre 2019..... Municipales à Lille : Martine Aubry (PS) est menacée : sans dauphin, elle est concurrencée par les Verts, les Insoumis et LRM (En Marche). La maire de Lille attend la fin du mois de septembre pour annoncer, ou non, sa candidature aux élections municipales. Difficile d'imaginer qu'elle ne se représentera pas pour un quatrième mandat. Si Pierre Mauroy avait assuré sa succession en amenant la Dame des 35 heures à Lille dès 1995, elle n'a aujourd'hui pas de dauphin. Entre le refus de l'ancienne députée Audrey Linkenheld de prendre la relève, le parachutage raté de l'ancien ministre de la ville François Lamy - défait aux législatives face à l'«insoumis» Adrien Quatennens -, et le décès du premier adjoint Pierre de Saintignon, proche de Martine Aubry, impossible pour elle de ne pas repartir au combat. Martine Aubry continue son tour de braderie. Elle claque la bise aux écolos, ses partenaires dans la majorité municipale. Leur stand est installé «juste sous le beffroi, c'est un signe, dit-elle, mais choisi par moi ». Histoire de leur rappeler que leur très bon score lillois aux européennes (21,7%, juste derrière LRM à 22 %) ne lui fait pas peur. «Avec les Verts, on se supporte, au sens anglais du terme», insiste-t-elle. Ce thème de l'écologie risque pourtant d'être pour elle la grosse épine des municipales. Pour cette braderie 2019, elle a beau annoncer qu'il s'agit du «plus grand lieu de recyclage, le plus ancien de notre pays», ça ne prend pas. Lille, ville polluée, en manque d'espaces verts, s'est trouvée une ribambelle de candidats concernés par le réchauffement climatique. A la braderie, c'est la foire aux slogans écolos. «Faire respirer Lille », pour LRM. «Lille étouffe », pour LR. «Faire de Lille une ville respirable », pour EELV... Même le candidat LR Marc-Philippe Daubresse dénonce «une ville surbétonnée » et annonce son intention de «rendre la ville plus douce, apaisée, car il faut que Lille respire ». «C'est dans les villes que se joue la bataille du climat confirme la députée EELV Karima Delli. On a besoin de maires utiles, le temps nous est compté,» Le candidat EELV Stéphane Baly estime que «Lille figure parmi les villes gagnables dans une coalition ». Il ajoute: «La ville est asphyxiée, on doit aller plus vite et plus loin, on a dû se battre avec le maire pour arracher chaque action ». Mais pas question pour eux de renverser la table. Les Verts espèrent bien être devant Martine Aubry au soir du premier tour des municipales. «Il est temps que la ville devienne verte ». insiste Stéphane Baly.
- 4 octobre 2019..... Municipales : Les candidats à la mairie de Bordeaux s'affrontent sur le terrain vert. La transition écologique et les transports en commun sont au cœur de la campagne de toutes les têtes de liste aux élections municipales. A moins de six mois des élections municipales, les candidats à la mairie de Bordeaux mettent les bouchées doubles autour de la problématique environnementale qui s'est fait une place de choix dans les programmes des quatre candidats officiellement déclarés. Un sentiment d'urgence climatique renforcé chez les électeurs par les différents épisodes caniculaires de l'été qui ont secoué la métropole. A Bordeaux, la concurrence entre les candidats est aiguë. Ici, le fauteuil laissé par Alain Juppé ouvre des perspectives inédites dans une ville dirigée quarante-huit ans par Jacques Chaban-Delmas, puis vingt-deux ans par celui qui a désormais rejoint le Conseil constitutionnel. Pour Vincent Feltesse, battu au premier tour par Alain Juppé lors des élections de 2014, les dés sont à nouveau jetés. L'ancien président de la communauté urbaine de Bordeaux qui a quitté le Parti socialiste début 2019 a annoncé mardi 1er octobre sa proposition d'un «grand emprunt vert» d'un milliard d'euros, qui doit permettre, en une mandature, de résoudre les problématiques importantes de Bordeaux, comme l'isolation thermique des bâtiments ou la mise aux nouvelles normes de tous les équipements publics. Mais pour Pierre Hurmic, candidat Europe écologie-Les Verts (EELV) aux municipales, «il faut arrêter de courir après les chiffres, c'est Vincent Feltesse et Alain Juppé qui ont propulsé sur la scène politique le concept de ville millionnaire - bétonnée partout », Il s'insurge contre la surenchère des propositions en la matière, à l'image de Thomas Cazenave, candidat de La République en marche (LRM), pour qui «le premier défi pour Bordeaux, c'est la transition écologique ». Du côté du maire, Nicolas Florian, la campagne débutera en janvier. Mais il a déjà annoncé les grands axes lors de sa rentrée. Parmi les thèmes abordés, l'environnement, avec la place des espaces verts grâce à son plan Canopée (20 000 arbres plantés d'ici à 2025). Pour Pierre Hurmic, «il y a une surenchère autour de l'arbre. J'en suis heureux car c'est nous qui avons mis cette question sur la place publique. Jusqu'à présent, Bordeaux était plutôt habituée à ce qu'on les abatte avec l'assentiment de tout le conseil municipal, macronistes compris. Finalement, la place de l'arbre en ville est un vrai sujet de campagne électorale ». Le candidat EELV trouve les réponses apportées insuffisantes: «Pour nous, c'est une vision très légère de l'écologie. On ne va pas participer à cette surenchère, on va les laisser jouer dans la cour de récréation. L'écologie, c'est bien-sûr des arbres en ville mais c'est aussi une autre vision de la ville. » Pourtant, le maire de Bordeaux a proposé un «comité de l'arbre» composé de citoyens et d'experts qui émettront leur avis sur tous les projets de végétalisation et de coupes d'arbres ainsi que des sanctions financières pour les entreprises de travaux qui ne respecteront pas les règles de



protection des arbres. Une mesure encore insuffisante pour Pierre Hurmic, qui la qualifie de «gadget». «C'est aussi creux que le reste. Si c'est pour poser des pots de fleurs sur les balcons et les places de Bordeaux, j'ai peur qu'on ne soit pas tout à fait d'accord », ajoute-t-il. Sans publier le projet de métro bordelais, un marronnier qui avait fait son grand retour sur le devant de la scène. avant d'être finalement enterré le 26 septembre. Il avait l'ambition de résoudre les problématiques de mobilité et de pollution causées par les nombreux embouteillages dans la métropole. Un débat amorcé sous l'ère Chaban-Delmas, abandonné en 1994 pour son coût et la nature du sous-sol bordelais, évoqué par Alain lupé à la fin de son mandat, et remis sur le tapis par son successeur à la métropole Patrick Bobet. Un projet onéreux de 1,4 milliard d'euros pour une ligne de métro intramétropole qui avait l'ambition de relier l'Aréna au parc des Expositions. Ce projet n'a pas manqué d'attiser la curiosité des électeurs, d'après Vincent Feltesse. «Comme on n'arrive à rien résoudre dans le quotidien aujourd'hui en termes de mobilité, on invente en permanence une nouveauté. Septembre, c'est le métro, juillet c'était un tram-train jusqu'à Lacanau, mai, le téléphérique. Moi, je prévois le sous-marin en novembre !», ironise-t-il. «C'est le serpent de mer que l'on sort à six mois des élections », s'agace Pierre Hurmic, qui défend le projet de RER métropolitain. Une solution qui serait, pour le candidat, «nettement moins coûteuse » et plus adaptée au périmètre. A Bordeaux, la course jusqu'à l'hôtel de ville devrait continuer à tourner pendant des mois autour de ces questions écologiques.

11 octobre 2019..... A Grenoble, ville écologiste, la bataille des gauches pour l'élection municipale est déclarée. Face au maire Europe Ecologie-Les Verts sortant, Eric Piolle, le Parti socialiste espère prendre sa revanche. Les municipales ne sont que dans six mois mais une bataille sourde s'est déjà engagée à Grenoble. Une guerre de position à gauche qui fait de la métropole des Alpes le symbole des rivalités entre les écologistes et les socialistes. D'un côté le maire sortant, Eric Piolle (Europe Ecologie-Les Verts, EELV), en passe d'entraîner à nouveau derrière lui tout un arc de forces de gauche (La France insoumise, Génération.s, le Parti communiste et des collectifs citoyens) pour continuer son expérience de ville écolo; de l'autre, le Parti Socialiste (PS), décidé à prendre sa revanche, tentant de surfer sur les déceptions. Et à l'arrière-scène, l'ancien maire de droite, Alain Carignon, qui rêve d'un retour salvateur en dénonçant la gestion des «écologes bobos ». La préfecture de l'Isère a pourtant vu son visage changer de façon spectaculaire sous l'impulsion d'Eric Piolle, autoroutes à vélo, généralisation de la zone 30, verdissement et piétonnisation de l'espace public, disparition des panneaux publicitaires, fourniture. d'électricité verte, passage à 60% des cantines au bio... La transformation est palpable. L'ancienne capitale industrielle n'est plus la cuvette polluée coincée entre les montagnes que le touriste parcourait il y a peu. «Nous avons réalisé des choses concrètes qui changent la vie quotidienne et impulsé une vraie transition», assure le maire. Alors que l'opposition comme les milieux patronaux blâment la perte d'attraction économique de la ville, l'action de l'écologiste est appréciée par les habitants, si l'on en croit le sondage Odoxa publié le 4 octobre pour Le Dauphiné libéré, Franceinfo et France Bleu: avec 32%, il est en tête des intentions de vote aux municipales, devançant de douze points Alain Carignon et laissant le PS en quatrième position, derrière La République en marche (LRM). Depuis six ans, les Grenoblois ont vu leur écosystème politique chamboulé. Le PS qui, avec Michel Destot, avait laissé la ville très endettée, engluée dans des grands projets jugés inutiles, s'est durablement affaibli. La droite, elle, discréditée par la condamnation d'Alain Carignon pour corruption en 1996, observe tétanisée le retour de l'ancien maire RPR. Dans ce paysage, Eric Piolle entend renouer avec la campagne citoyenne qui l'avait porté à la victoire. Mais l'élan s'est essouffé. Face au déficit laissé par les socialistes, l'équipe municipale a dû appliquer des coupes dans le budget social et culturel qui ont laissé des traces. Particulièrement la fermeture de deux bibliothèques ou la baisse des budgets sociaux. «Ça a été une épreuve terrible pour notre image, on a donné l'impression de s'attaquer à la culture publique. Mais on n'avait pas le choix», soupire Vincent Comparat, président de l'Association pour la démocratie, l'écologie et la solidarité, cheville ouvrière de la campagne de 2014. C'est aussi le mode de gestion de l'ancien ingénieur de Hewlett-Packard qui chagrine le milieu associatif. Lui qui a construit son image sur le renouveau politique et la co-construction des politiques publiques se voit reprocher une gestion trop autoritaire. L'écologiste a beau mettre en avant son budget participatif, ses conseils citoyens ou sa «votation citoyenne » - pétition donnant le droit de contester une décision municipale -, le désenchantement est perceptible. «Ce mandat n'a pas permis de changer de culture politique: la verticalité du pouvoir a vite repris ses droits», note David Bodinier, militant associatif. «Cette équipe faite de nombreux non-professionnels de la politique a fait des choses -mais avec un côté artisanal, et le bilan est décevant», remarque Camille Morio, maîtresse de conférence à Sciences-Po Saint-Germain-en-Laye (Yvelines). Le PS a décidé d'embrayer sur ces déceptions pour tenter de revenir sur le devant de la scène. C'est autour d'Olivier Noblecourt, délégué interministériel en charge de la pauvreté, que tente de se constituer une alternative à la municipalité sortante. Convaincus que le maire ne peut rééditer son exploit de 2014, les socialistes rêvent de revanche. L'ancien directeur de cabinet de Najat-Vallaud Belkacem a donc constitué son collectif citoyen et s'appête à lancer un appel «pour un rassemblement des forces de progrès» qui critique sévèrement une «cité en déclin », menacée par une «vitalité entravée», un «entre soi des plus favorisés » et des «exigences écologiques dévoyées ». Le profil et le parcours de l'ancien adjoint de Michel Destot font pourtant tiquer à gauche. Une partie de la section socialiste envisage de faire sécession: «Noblecourt est associé à la politique du gouvernement d'Edouard Philippe et sa candidature fracture le PS», affirme Maxence Alloto, co-secrétaire de section. L'intéressé assure qu'il n'y a pas encore de candidat investi, juste une «démarche de rassemblement ». Le PCF, ancien allié dans la municipalité Destot, n'en veut pas non plus: «On ne veut pas d'une candidature marquée LRM. On préfère travailler au rassemblement de la gauche», explique Nicolas Beron Perez, secrétaire de section qui ne cache pas sa préférence pour la liste de Piolle. L'écologiste a réussi à rallier à lui Génération.s et appelle les socialistes à le rejoindre: «Le PS est en train de changer son logiciel avec l'écologie. Il a toute sa place avec nous. » La direction du PS, elle, préfère s'essayer au bras de fer. Estimant qu'EELV ne joue pas le jeu de l'unité en se présentant en solo dans toutes les métropoles, Olivier Faure appuie la solution d'Olivier Noblecourt: «Les écologes ont une



stratégie d'union quand ils sont sortants et une autre quand ils ont un maire socialiste sortant. S'ils veulent se compter, qu'ils se comptent partout », assène le premier secrétaire, qui souligne que le délégué interministériel lui a personnellement assuré qu'il était toujours socialiste. Reste aux socialistes à assumer la division, alors qu'Olivier Faure prône une ligne unitaire au niveau national: «Tant que Piolle ne dit rien publiquement sur la ligne nationale d'EELV, je ne bougerai pas. A Grenoble, il n'y a pas de risque de basculement à droite.

14 novembre 2019..... Ecologistes et socialistes se disputent l'électorat urbain pour les élections municipales : En pleine confiance après les européennes, EELV veut présenter des listes dans la quasi-totalité des 40 plus grandes villes de France. On pourrait appeler cela une distance aristocratique. Europe Ecologie-Les Verts (EELV) en est persuadée, le temps de l'écologie est venu et elle n'a besoin de personne pour prendre des municipalités lors des élections de mars 2020. Et surtout pas du Parti socialiste (PS). Comme si l'alliance classique «rose et verte» était de l'histoire ancienne. Forte de son résultat aux élections européennes de mai (13,5% des suffrages), EELV voit les choses en grand pour le scrutin municipal. Il y aura des listes écologistes dans la quasi-totalité des 40 plus grandes villes de France. Si les écologistes ne veulent pas donner d'objectifs officiels, les mairies de Besançon, Rouen, Bordeaux, Montpellier, Perpignan, Lyon, Nantes et Rennes reviennent systématiquement dans les conversations. Surtout, ils entendent garder les six fauteuils déjà conquis: Grenoble, Arcueil, Grande-Synthe, Bègles, Schiltigheim et le 2e arrondissement de Paris (qui sera fusionné avec les 1er, 3e et 4e en 2020). Bruno Bernard, secrétaire national aux élections, confirme: «Nous portons une alternative tranquille. On veut confirmer ou améliorer nos scores dans les grandes villes mais aussi conserver nos municipalités.» Avec ces élections municipales, EELV veut aussi préparer les élections régionales de 2021 mais surtout conforter Yannick Jadot comme le candidat incontournable de 2022 comme le candidat incontournable de 2022, le seul capable, à gauche, de perturber le duel Macron-Marine Le Pen. Confortés par de bons sondages, les dirigeants d'EELV sont ainsi certains que les villes moyennes, celles des périphéries urbaines et de la ruralité, sont prenables. «Les scores des élections européennes semblent se confirmer partout sauf à Paris » note Julien Bayou, porte-parole du parti. La stratégie globale d'EELV pour les municipales est de laisser le local décider des alliances. Mais, sauf exceptions, les Verts se sentent pousser des ailes et veulent partir seuls. Quitte à ce que les autres forces de gauche les rallient plus tard. «Nous n'avons pas de partenaire privilégié, continue M. Bayou. On veut d'abord consolider le pôle écolo avec Génération Ecologie mais aussi l'Alliance écologiste indépendante. Ensuite, peuvent s'agréger, selon les modalités locales, d'autres partenaires ». M. Bayou évoque ainsi «tous les partis qui s'écologisent comme Génération.s. «On avance dans notre couloir. On veut faire émerger un pôle écologiste pour diriger le pays, abonde Stéphane Pocrain, compagnon de route d'EELV. Nous pratiquons la non-ingérence dans la vie des autres formations. Le PS n'est pas notre sujet. On ne se définit pas par rapport à eux. Il n'y a ni hostilité ni complaisance de notre part ». David Cormand, secrétaire national qui passera la main lors du congrès du parti fin novembre, rappelle que « la stratégie globale est que, partout où on peut le faire, on porte un projet écolo d'alternance bienveillante. On veut aussi montrer que l'on peut gagner face à la droite, comme à Bordeaux par exemple, ou face à l'extrême droite, comme à Perpignan ». M. Pocrain définit la problématique générale: «Les socialistes veulent garder des villes pour ne pas disparaître. Nous voulons en conquérir ». Forcément, ça frotte à certains endroits, notamment dans les lieux convoités par les deux formations. Le Parti socialiste a sorti les sacs de sable pour endiguer la vague écolo en mars. Habités à dominer à gauche et négocier avec ses partenaires les alliances pour les scrutins locaux, les socialistes ont dû modérer leurs ambitions depuis leur échec en 2017 et surtout depuis la percée d'EELV aux européennes. Ils avaient cependant imaginé que les dirigeants d'EELV allaient reprendre leur stratégie habituelle: menacer de se présenter partout au premier tour pour mieux négocier les programmes et surtout les postes d'adjoints. Il n'en est rien. Le PS finit en conséquence par se durcir : Ainsi, à Grenoble, les socialistes sont en passe de soutenir Olivier Noblecour, délégué à la lutte contre la pauvreté, contre le maire EELV Eric Piolle. Le PS s'attend surtout à ce que le congrès d'Europe Ecologie-Les Verts, fin novembre, durcisse un peu plus les positions écologistes. Toutes les motions tiennent un discours affirmant l'identité singulière des écologistes et les socialistes sont toujours honnis par la base militante. «Pour le moment, ce n'est pas la peine de chercher à discuter. On attendra début décembre, mais il faut que les écolos se souviennent d'une chose: ils peuvent faire un score flatteur au premier tour dans beaucoup de villes et s'effondrer au second car l'incarnation, ça pèse », prévient Olivier Faure. Quelques fissures commencent à apparaître dans l'intransigeance d'Europe Ecologie-Les Verts. Et pas des moindres: à Clermont-Ferrand, les écolos ont rallié le maire sortant et, à Besançon, ils ont accepté le soutien du Parti socialiste. Le rose et le vert ont peut-être finalement encore de l'avenir ensemble.

Décembre 2019..... Sondages sur de grandes villes avant les élections municipales pour les listes écolos qui partent en autonomie : 1) Lille est à 18% (11,08% en 2014 ; 21,7% aux européennes de 2019) – 2) Paris 12,5% (8,86% en 2014 ; 19,9% aux européennes de 2019) – 3) Lyon 21% (8,90% en 2014 ; 20,92% aux européennes de 2019).

19 janvier 2020..... Poussée verte avant les élections municipales : EELV enregistre de fortes intentions de vote à deux mois du scrutin. C'est un rôle nouveau pour Europe Ecologie-Les Verts (EELV) : celui de favori. A deux mois des élections municipales, le parti écologiste est en position de ravir plusieurs villes de toute première importance: Rouen, Montpellier, Bordeaux, Besançon ou encore Nîmes, Perpignan, voire Lyon... De nombreux sondages placent les candidats EELV en situation de gagner ou de devenir la première force d'opposition. Une vague verte pressentie qui, depuis quelques semaines, indique que les candidats écologistes défient les partis traditionnels et sont en passe de devenir une troisième voie possible dans le pays au duel entre La République en marche (LRM) et le Rassemblement national (RN, ex-FN). Si Grenoble avait été la seule métropole remportée par un maire EELV, Eric Piolle, lors des municipales de 2014, les écologistes apparaissent désormais comme une alternative crédible pour gérer d'autres grandes villes. Les canicules et incendies à répétition à l'échelle mondiale, comme actuellement en Australie, les prévisions du Groupe d'experts



intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) sonnait l'alarme de l'urgence climatique, la mobilisation massive des jeunes lors des marches climat: autant de signaux qui actent une mise de conscience durable. En France, celle-ci pourrait se traduire par un vote tendance ou un vote refuge en faveur des écologistes de la part d'électeurs de plus en plus déboussolés et dans un climat continu de dégagisme contre les autres forces politiques. Alors, il leur faut changer de peau. Abandonner celle, confortable, de supplétifs du Parti socialiste. La mue écologiste a commencé dès le soir des résultats des élections européennes en mai 2019. Arrivée en troisième position (derrière le RN et LRM) avec 13,5% des suffrages, la liste EELV emmenée par Yannick Jadot rebattait déjà les cartes à gauche, en distançant largement le PS et La France insoumise (LFI) qui recueillaient tous deux à peine 6,5% des voix. Cette fois-ci, il s'agit aux municipales de confirmer que le leadership à gauche a pris la couleur verte. «Le changement se fait au niveau local. Il y a une vision qui préserve l'avenir, et une autre, obsolète, qui prône le développement tentaculaire, a estimé Julien Bayou, le nouveau secrétaire national d'EELV, lors de ses vœux, le 15 janvier. Si vous voulez l'écologie, votez pour les écologistes. Il est temps de porter une alternative forte. Les gens ne veulent plus du macronisme et de sa politique brutale ». Forts de leur nouveau poids politique, les candidats EELV affichent donc, non seulement de grandes ambitions, mais surtout une nouvelle méthode. Ils sont toujours pour le rassemblement de la gauche et des écologistes... à condition qu'il se fasse derrière eux. A de rares exceptions près (comme à Saint-Denis, en Seine-Saint-Denis, où les Verts soutiennent le maire communiste), ce sont les écologistes qui mènent les listes. Parfois avec le Parti Socialiste (à Perpignan), avec les communistes (à Rouen), ou avec toute la gauche (à Besançon), Et s'il leur arrive aussi de faire liste commune avec les «insoumis », c'est en règle générale dans le cadre de rassemblements «citoyens ». Les leaders d'EELV l'ont bien compris, et en tout premier lieu Yannick Jadot, Le député européen, qui n'est pas encore officiellement candidat à l'élection présidentielle, pressent que le scrutin de mars aura valeur de test. Et qu'il pourrait se servir de villes conquises comme rampe de lancement pour sa candidature en 2022. Un «écologie par en bas », en somme... avec de villes laboratoires, comme à Grenoble, où Eric Piolle a de bonnes chances d'être réélu. En outre, faire tomber une «grande ville », voire plusieurs, acterait définitivement une nouvelle réalité: la recomposition politique autour de l'écologie. La dynamique d'EELV est aussi due à des circonstances exceptionnelles pour la formation. «Si on additionne l'urgence climatique, le déclin irréversible du PS, la déception vis-à-vis de La France insoumise et la droitisation d'Emmanuel Macron, on a l'explication du vote vert », résume Jean-Yves Dormagen, professeur de sciences politiques et directeur de campagne de Clothilde Ollier, candidate EELV donnée favorite, à Montpellier. Il est vrai que les Verts profitent à plein du vide à gauche. La France insoumise, durablement affaiblie par son mauvais score aux européennes et par de multiples crises internes, a décidé d'enjamber les municipales et de privilégier les «initiatives citoyennes ». Dans certaines villes, comme à Perpignan ou à Montpellier, LFI se divise carrément : dans ces deux cas, les proches de François Ruffin soutiennent les candidates EELV quand les autres «insoumis » sont sur des listes «citoyennes ». Le PS, quant à lui, est condamné à voir s'éloigner son ancien partenaire privilégié. Les socialistes ont espéré tenter de les convaincre de s'allier. En vain. «On est dans un contexte d'éparpillement dans de nombreuses grandes villes au premier tour et la cartographie politique en est brouillée, C'est parfois incompréhensible quand on est sortant et qu'on a géré ensemble jusqu'alors ou face à la droite», regrette Sébastien Vincini, secrétaire national du PS aux territoires. Les socialistes feignent de ne pas s'alarmer. Ils se disent certains de conserver de grandes Villes et espèrent même gagner Nancy et d'autres villes moyennes. «Rappelons-nous que, les écologistes assuraient avant l'été pouvoir gagner Paris, Nantes, Rennes ou Toulouse. On en est loin », remarque Olivier Faure. Le premier secrétaire du PS souligne que ses troupes n'ont pas hésité à se ranger derrière les écologistes pour que la gauche fasse de nouvelles prises, citant les exemples de Besançon ou de Bordeaux. Et regrette que l'alliance n'ait pu se faire à Lyon ou à Marseille. Aux yeux du patron des socialistes, la compétition est préjudiciable pour la suite. Il a toujours en tête qu'à l'horizon de la présidentielle, les forces de gauche et écologistes puissent s'unir dans une grande confédération progressiste. «Nous devons faire apparaître qu'un troisième bloc est capable de damer le pion au duel Macron-Le Pen. La démonstration que l'alliance de la gauche et des écologistes peut être gagnante est possible», insiste le député de Seine-et-Marne. Les écologistes eux aussi sont persuadés, mais avec un autre schéma en tête: eux devant, et non la «vieille gauche ».



EN TOUT CAS, IL FAUT VOTER POUR EUX, pour leur avenir !